

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

FEVRIER 1977

sommaire

Les luttes de classe en
Amérique latine..... p.3
La crise de l'OPEP..... p.4
La Lanterne Noire..... p.5
La Spartacist League..... p.6
USA : la nouvelle équipe
gouvernementale..... p.8

mensuel n°34
2 ff /20fb/15fs/50cts.can.

LES ECHEANCES DE LA CRISE

L'optimisme de Chirac, alors premier ministre, lorsqu'il déclarait il y a un an que nous étions "au bout du tunnel" paraît bien oublié. Dans la morosité qui règne aujourd'hui au sein de la bourgeoisie, qui oserait faire pareille prédiction?

Durant les années qui viennent de s'écouler, la bourgeoisie a utilisé les différentes armes classiques de son intervention sur l'économie. Mais la relance s'est traduite par l'inflation et le refroidissement de la machine économique par la récession. Et la crise est toujours là, de plus en plus présente, de plus en plus pesante. Aux yeux de tous les économistes de la bourgeoisie, l'année 77 s'annonce bien sombre, après les espoirs déçus de pallier à court terme à la crise économique mondiale, les perspectives qui s'offrent au capitalisme n'ont guère de quoi le rassurer.

Chaque capital national, pour défendre sa compétitivité sur un marché mondial saturé où la concurrence se fait de plus en plus forte, se trouve contraint de diminuer les coûts salariaux, c'est à dire d'attaquer le niveau de vie de la classe ouvrière. Suivant la combativité de la classe ouvrière et la pression de la crise auxquelles la bourgeoisie avait à faire face, cette attaque s'est faite plus ou moins fortement. Mais les échéances sont là, et aucun gouvernement ne peut se permettre de les oublier longtemps.

Aux USA et en RFA par exemple, face à un prolétariat peu combatif, la bourgeoisie a pu mener sa politique de diminution importante des salaires réels beaucoup plus tôt, ce qui a été un facteur qui lui a permis de préserver sa place sur le marché mondial. Dans d'autres pays comme la France, l'attaque contre la classe ouvrière s'est faite moins vigoureusement, effrayé qu'était le capital national par le coup de semonce des événements de 68. C'est essentiellement sur les fractions les plus rétrogrades de la bourgeoisie que sont retombés les effets de la crise (paysans, petits commerçants, etc.).

Mais avec l'aggravation de la crise la dégradation de la situation économique du capital national s'est traduite par un fort taux d'inflation qui se maintient malgré toutes les mesures prises et un chômage croissant qui détermine de plus en plus fortement la situation sociale. Jusqu'à présent la bourgeoisie a réussi à désamorcer la bombe que constitue ce chômage croissant en "offrant" par exemple les 90 % en France, ou, en Allemagne, en expulsant les travailleurs immigrés. Maintenant que la classe dominante, qui avait placé ses espoirs dans la reprise, voit ses illusions déçues, elle ne peut retarder davantage les mesures qui s'imposent et, qu'elle le veuille ou non, elle devra se confronter à son ennemi de classe historique : le prolétariat.

Le "creux" relatif de la lutte de classe en France durant les trois dernières années avait essentiellement pour cause cette hésitation de la bourgeoisie française à rogner durement sur les conditions de vie des ouvriers. Cette période de relatif calme social, avec les mesures d'austérité, risque fort de prendre fin comme semble l'annoncer la série de grèves depuis 3 mois.

La gauche, plus crédible, plus mystificatrice vis-à-vis de la classe ouvrière va avoir à jouer son rôle pour tenter de faire accepter aux travailleurs de se serrer la ceinture dans la défense des intérêts du capital national. Berlinguer en Italie annonce clairement la couleur : "L'austérité peut être une arme pour transformer la société." Papérisation croissante, famines, mitraille, voilà le programme d'austérité de la bourgeoisie. De la Pologne à l'Egypte, le prolétariat n'a qu'un seul drapeau : lutte de classe internationale. Un seul programme à réaliser : la destruction de l'exploitation capitaliste.

FRANCE

REGLEMENTS DE COMPTES AU SEIN DE LA BOURGEOISIE

"Aventure", "grave de conséquences", "risque dont on ne mesure pas assez l'importance", "manoeuvre politique... regrettable diversion", "agression contre l'autorité du premier ministre", "opération personnelle", "étrange retour aux manoeuvres partisans, aux jeux diviseurs et subalternes", "inadmissibles"...; initiative du "plus grand commun diviseur de la majorité", d'un "monsieur qui fait des coups", d'un "agité"...

C'est en ces termes galants que des membres du gouvernement et de sa "majorité" parlent de la décision du chef du principal parti appuyant ce gouvernement. Pendant plusieurs mois, Giscard et des amis ont tenté de minimiser le conflit, trouvant "normale" l'agitation spectaculaire de Chirac. Mais, cette fois, la crise a éclaté ouvertement.

■ Certes, le motif immédiat de cet affrontement réside dans une "initiative" personnelle de l'ancien premier ministre venant briguer la charge de maire de Paris contre le candidat muni de l'investiture qu'il faut par ailleurs considérer comme une maladresse de Giscard en personne. Mais, si les individus jouent un rôle très important dans la politique bourgeoise (par leurs "actions d'éclat" comme par leurs maladresses), il serait évidemment absurde de réduire l'affrontement actuel à une simple question de rivalité entre deux "personnalités". La violence de cet affrontement démontre la profondeur de la crise politique dans laquelle se trouve à l'heure actuelle la bourgeoisie française, et qu'il faut replacer dans le contexte de l'aggravation générale de

(suite p. 2)

EGYPTE

**"De toute façon,
nous mourons de faim,
alors, Sadate,
tue-nous avec des balles."**

1971, 1972, 1975, 1977 ; les ouvriers d'Egypte se sont une fois encore soulevés contre les attaques de leur niveau de vie perpétrées par la bourgeoisie. Après plusieurs mois d'une tension sociale croissante dans le pays, qui s'est manifestée par de nombreuses grèves localisées, le gouvernement annonça une série d'augmentations des prix des principaux biens de consommation vitaux. La réponse des ouvriers fut immédiate. Une fois encore, les ouvriers du plus important complexe industriel d'Egypte Helouan, près du Caire, ont été à l'avant-garde du mouvement; partis en grève, ils persuadèrent les camionneurs de les emmener au centre de la ville pour y manifester. Ils furent rapidement rejoints par les dockers d'Alexandrie avant même que les "troubles" ne se généralisent à l'ensemble du pays. Comme le montrent les revendications des ouvriers "pour du pain", le point de départ de la lutte fut le degré d'appauvrissement provoqué par une inflation galopante face à des salaires de misère. Mais la lutte "économique" prit rapidement un caractère POLITIQUE lorsque les ouvriers s'attaquèrent directement aux symboles de l'Etat : le siège de "l'Union Socialiste Arabe", le Parlement et la préfecture de police. Comme en Pologne en 70 et 76, les luttes ouvrières en Egypte sont une illustration flagrante de la situation qu'affronte la classe ouvrière dans son ensemble à l'époque de la décadence du capitalisme dans laquelle chaque lutte de la classe est une lutte contre l'Etat. Et comme en Pologne, la bourgeoisie a reconnu l'immense danger d'un tel mouvement, en rapportant immédiatement les mesures de hausse des prix et en sacrifiant quel-

ques boucs émissaires au sein de son propre appareil politique pour tenter d'apaiser les ouvriers.

Mais il ne faut pas minimiser l'extrême FAIBLESSE de ce mouvement de classe. Commencé comme une riposte PROLETARIENNE aux mesures gouvernementales, le mouvement fut rapidement noyé dans un soulèvement "populaire" diluant le prolétariat parmi le lumpen, les étudiants, etc. Les étudiants, expression de la petite-bourgeoisie, apportèrent avec eux les mystifications nationalistes habituelles, lançant des slogans pour le "retour" de leur éternel héros Nasser, comme en 1972 ils avaient lancé ceux de "guerre du peuple" contre le "sionisme". Pour les étudiants, la tâche de l'heure est de transformer la guerre civile en guerre impérialiste... ! De même, la participation du lumpen-prolétariat a renforcé la tendance du mouvement de grève à devenir une simple émeute, dans laquelle comme à Watts en 1967 ou Lima en 1975, les objectifs de la colère des masses ne sont plus politiques (préfecture, parlement, parti), mais des symboles de richesse (boutiques de luxe, autos, night-clubs). D'une lutte des ouvriers contre l'Etat, le mouvement devint une lutte des "pauvres" contre les "riches". Les ouvriers ne purent contrer cette évolution en s'organisant dans leurs propres organes autonomes, autonomes non seulement par rapport à l'Etat, mais aussi par rapport aux autres couches de la population. Le mouvement devint ainsi une explosion de rage et de colère, qui, une fois atteint un certain point, disparut en deux jours.

(suite p. 8)

l'instabilité en Espagne

■ L'économie nationale est chaque jour plus malade : "Il n'y a rien qui permette d'investir : ni argent, ni crédit, ni espérance de bénéfice" (comme le dit un des principaux journaux de dirigeants d'entreprise). La production a subi une chute brutale en 76 : métaux non ferreux 9,3%, chaussure 11%, plastique 13 %, etc... Les plus grandes entreprises sont en déficit et tous les jours, des usines ferment leurs portes. Les licenciements se multiplient avec les "réductions de personnel" : confection 6%, construction 5,5 %, automobile 3 % PLASTIQUE 8,5 %... Les exportations couvrent à peine la moitié des importations de l'Espagne. Même les entrées du tourisme ont diminué en 76 de 15%. Quant aux prix, ils ont augmenté de 22%!

Le capital espagnol aurait grand besoin de la certitude d'une "trêve sociale" qui soit un tant soit peu durable pour pouvoir se permettre d'accélérer

sa marche à l'austérité. Mais la classe ouvrière, que le chômage (sans indemnité) menace de plus en plus, et dont le niveau de vie (déjà très bas en comparaison des autres pays d'Europe) atteint des proportions de misère, a déjà affirmé sa force : le début de l'année 76 avait déjà vu une réponse violente des ouvriers, dont les mouvements de grève s'étaient étendus à toute l'Espagne. Après la défaite du mouvement, les efforts des syndicats, commissions ouvrières et autres gardes-chiourmes appliqués à démontrer leurs bonnes intentions à l'ensemble de la bourgeoisie n'ont pas réussi à calmer la situation : les grèves n'ont pour ainsi dire pas cessé depuis à travers tout le pays. Pour isolées qu'elles soient, leur violence ne peut qu'inquiéter une bourgeoisie déjà affaiblie. Dans le seul mois de janvier, des affrontements ont eu lieu avec les dockers de Barcelone, des grèves ont éclaté dans la banlieue de Bilbao, de Valence, etc...

Pour assurer un contrôle plus fort de

ESPAGNE

réconciliation nationale et lutte de classe

Les difficultés de la bourgeoisie espagnole sur le chemin de la "démocratisation" ne sont pas l'expression d'une lutte entre des secteurs "démocrates" ou "ouvriers" contre un fascisme récalcitrant, mais de la faiblesse d'une bourgeoisie qui n'arrive pas à mettre en place assez vite les structures nécessaires pour colmater les profondes brèches qui se sont ouvertes dans le capital et son Etat. Les credos démocratiques sur le référendum, les "parle, peuple, parle", la suppression des tribunaux d'ordre public, la pension accordée aux anciens combattants républicains (réconciliation nationale oblige), la reconnaissance des provinces basques et catalanes, les réunions avec la commission de "l'opposition démocratique", ne sont que le début de la grande entreprise de replâtrage qui se concrétisera demain avec la mise en place des structures les plus aptes à assurer l'"ordre social" : la gauche et les syndicats, qui, bien que jouant leur rôle dans l'opposition depuis longtemps, doivent aujourd'hui participer plus étroitement à l'Etat, face à une situation de plus en plus catastrophique, face à la combativité incessante d'une classe ouvrière que la bourgeoisie devra attaquer demain encore plus durement.

L'Etat sur les entreprises et surtout pour assurer un minimum d'ordre dans les usines, la fraction la plus appropriée de l'appareil politique bourgeois est bien sûr la gauche. Mais la reconnaissance de la nécessité de développer cette forme de contrôle est rendue difficile par le poids de la droite traditionnelle en Espagne, qu'il faut intégrer en douceur au processus de "démocratisation". Le gouvernement Suarez se démente entre une droite incapable de comprendre les nécessités du moment et une gauche impatiente de jouer son rôle de vigilant gardien du patrimoine national.

les lenteurs de la bourgeoisie

La nécessité d'une restructuration de l'appareil politique est aujourd'hui plus qu'une évidence. Trois problèmes ont ralenti encore les transformations que la bourgeoisie espagnole aurait dû effectuer depuis longtemps déjà dans son Etat :

(suite p. 2)

LES REGLEMENTS DE COMPTES AU SEIN DE LA BOURGEOISIE

(Suite de la p. 1)

la crise capitaliste si on veut en comprendre les mécanismes et l'enjeu.

le capital français dans la crise

Après le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, la France a rejoint le lot des "hommes malades" de l'Europe. Depuis quelques années, les "plans" et "contre-plans" se sont succédés et chaque fois ont réussi... à aggraver la situation : ceux qui visaient l'inflation ont fait mouche... contre la production, ceux qui se proposaient "la relance" ont réussi à relancer... l'inflation. Il ne restait plus à l'équipe dirigeante du capital français qu'à apporter un point d'orgue humoristique à cette suite de succès lamentables en se donnant comme "docteur miracle" un "expert" de la discipline qui a le plus fait faillite ces dernières années : l'économie. Et on ne voit pas comment la nouvelle potion qu'il a concoctée pourrait réussir là où toutes les autres ont échoué. En fait, il n'existe aucun remède véritable aux maux dont souffre l'économie capitaliste; pour chaque capital national, il est seulement possible de sauver un peu les meubles, de ralentir le rythme de la catastrophe. Mais, pour un aussi maigre résultat, il faut quand même un remède de cheval : renforcement énergique du capitalisme d'Etat et austerité massive que la coalition de droite actuelle ne peut pas faire appliquer. Usée par vingt ans de pouvoir, s'appuyant sur les secteurs les plus anachroniques de la société, elle est mal armée pour susciter les sacrifices enthousiastes que la situation requiert. C'est pour cela que la gauche a le vent en poupe et qu'elle apparaît comme l'ultime recours,

ESPAGNE

autant auprès de secteurs de plus en plus nombreux de la classe dirigeante qu'auprès de la population comme en témoigne sa progression à chaque élection. Mais ce n'est pas parce que "l'intérêt national" commande une relève de la gauche, que la droite est disposée à dérouler un tapis rouge devant ses pas. Habituee au pouvoir depuis deux décennies, elle est prise de panique à l'idée qu'elle pourrait se trouver écartée de la mangeoire. C'est pour cela qu'elle voit arriver avec terreur les prochaines élections qui risquent de la transformer en... opposition. C'est cette panique et cette terreur qu'expriment ses déchiements actuels. Entre ses différentes composantes c'est le "sauve qui peut".

l'enjeu de l'affrontement

Face à la poussée de la gauche, la droite se déchire, ce qui veut dire que ses différentes fractions n'ont pas les mêmes intérêts et ne défendent pas des orientations identiques contrairement à ce que prétend le PC. Tout comme les divisions qui opposent le PC et le PS, celles qui opposent le RPR au reste de la majorité représentent autre chose qu'un moyen de détourner l'attention des véritables problèmes. De fait, l'appareil politique du capital français se compose, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, de quatre grandes fractions dont les diverses combinaisons ont assuré la direction de l'Etat : le centre droit libéral, le gaullisme, la social-démocratie et le PC. En politique extérieure, gaullisme et PC se rejoignent dans un même nationalisme fébrile qui tranche avec "l'atlantisme" du PS, du centre et de la droite libérale. En politique intérieure,

il existe cette même convergence entre, d'une part un gaullisme et un PC plus autoritaires et, d'autre part, une social-démocratie et un centre plus attachés à la démocratie parlementaire, par contre le clivage est différent en ce qui concerne le langage tenu à l'égard de la classe ouvrière : PS et PC se réclament d'elle et prétendent tous les deux lutter pour l'abolition du capitalisme. Par contre, centre et gaullisme sont résolument opposés à tout "collectivisme" même si le deuxième courant se réclame volontiers d'un "autre système" différent à la fois du capitalisme et du socialisme et jouit d'un impact non négligeable parmi les couches les plus défavorisées de la société y compris un certain nombre d'ouvriers.

A chaque type de situation pour le capital français a correspondu une combinaison entre ces forces. C'est une "union nationale" animée par les gaullistes et les stalinien qui a galvanisé les énergies contre le "boche" et pour la reconstruction nationale : Thorez a été le bras droit de De Gaulle à la "Libération". La guerre froide a renforcé la prééminence des atlantistes : droite classique (Pinay), centre catholique (MRP) et "anti-calotte" (radicaux), social-démocratie, rejetant les gaullistes (RPF) et le PC dans l'opposition.

La guerre d'Algérie a mis en selle la droite unie. Mais, avec l'aggravation de la crise et la montée de la lutte de classe face auxquelles seules les solutions plus "collectivistes" du capitalisme d'Etat sont à l'ordre du jour, c'est maintenant la coalition des partis de gauche qui est la mieux capable de ser-

vir le capital national. C'est pour cela que Giscard n'a pas réussi dans sa tentative de séparer le PS du PC au lendemain de son élection, tentative destinée à "gauchir" l'image de marque du pouvoir et contre-balancer l'influence gaulliste en particulier en politique extérieure. A cette occasion, le PS a pu faire quelques coquetteries : au fond, il n'est pas hostile à l'idée de récupérer certains secteurs "centristes" de l'actuelle majorité ce qui lui permettrait de faire-contre-poids au PC. Par ailleurs, il ménage Giscard avec qui il devra peut-être s'entendre si celui-ci reste président après une victoire de la gauche.

Même si elle n'est pas aujourd'hui à l'ordre du jour, cette reconstitution du "bloc des atlantistes" hante les nuits des gaullistes et des stalinien. C'est pour cela que Chirac a fait du PS l'ennemi prioritaire et que le PC se refuse à considérer que Chirac soit un adversaire plus dangereux que Giscard.

Les divergences entre les partis de la majorité sont donc réelles mais une question reste posée : que signifie la percée de Chirac ?

role et avenir de l'opération Chirac

L'élection de Giscard a présenté un intérêt certain pour le capital français : celui de lui permettre le nécessaire réalignement sur le bloc américain que l'aggravation de la crise rendait de plus en plus nécessaire. Mais, en même temps, elle a jeté le désarroi dans la formation la plus importante de l'actuelle majorité tout en n'étant pas

(suite p. 3)

RECONCILIATION NATIONALE ET LUTTE DE CLASSE

(suite de la p. 1)

-Il fallait se débarrasser des secteurs "ultras" qui tenaient encore des postes clés dans l'Etat (armée, police, Cortès) Aujourd'hui, grâce à la droite de Fraga qui a tout fait pour ramener toutes les forces politiques sur le terrain démocratique" et au gouvernement Suarez qui a su céder à la droite sur les points secondaires pour mettre en place les étapes clés de la démocratisation, ces secteurs sont quasiment réduits à l'impuissance : remplacement des Etats-majors de la police, de l'armée, de la Garde Civile, dissolution des Cortès, etc...

-Il fallait aussi laisser le temps aux forces politiques de droite de s'organiser pour pouvoir s'intégrer au jeu électoral, et constituer une force capable de contrebalancer l'influence des partis de gauche déjà constitués : aujourd'hui tout un éventail s'étale depuis les ultras jusqu'aux "centristes" en passant par le parti de l'"Alliance Populaire" de Fraga. Demain, le PSOE et les partis de gauche pourront s'intégrer "légalement" au tableau.

-Le seul maillon manquant, celui qui suscite encore les passions, et c'est là le troisième problème, c'est le PCE. Si le PSOE, ouvertement libéral et pro-Etats-Unis, fait l'unanimité, il n'en est pas de même pour le parti stalinien, encore suspecté de penchants "totalitaires" et d'une marche trop forcée, au goût de certaines fractions, au centralisme étatique : "le PC n'est pas encore crédible, dit Suarez, il n'a pas fait ses preuves de démocratie". Le PCE multiplie pourtant ses preuves de bonne volonté : "Toute notre force est au service de la démocratie et de la réconciliation nationale", "nous acceptons le verdict du vote, et, s'il ne nous est pas favorable, nous continuerons de travailler modestement, mais avec persévérance"... (citations de la présidente du PCE), "Il faut un front ample, populaire, démocratique, anti-oligarchique, anti-monopolistique, avec, à côté de la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse, l'intellectualité progressiste, les étudiants, les couches moyennes, les forces progressistes des nationalités, les militaires patriotes, les prêtres progressistes" (tract du PCE). Si tous les patriotes se donnaient la main...

qui commencent à s'impatienter de voir persister une situation menaçante à leurs portes, alors que depuis deux ans elles multiplient leurs incitations à accélérer le processus démocratique. Aujourd'hui, alors que la situation sociale est toujours plus tendue (il y a encore eu des morts au pays basque, et jusqu'à la police qui manifeste pour une "meilleure image populaire"), elles s'inquiètent de voir les hésitations qui persistent sur la légalisation de tous les partis avant les élections. Mettant les bouchées doubles pour pallier la débilité de la bourgeoisie espagnole, les pontes du "socialisme éclairé" (Mitterrand, Brandt, Palme) se sont rendus en grande pompe au Congrès du PSOE, et dernièrement encore, le représentant de la première puissance européenne, Schmidt a été dépêché pour activer la légalisation du PCE, présentée comme une condition sine qua non d'une aide financière de la CEE. Les bourgeoisies européennes, plus rouées à l'utilisation des mécanismes "démocratiques", savent que l'utilisation du PCE, qui garde un contrôle considérable sur la classe ouvrière, est indispensable pour que les élections aient un tant soit peu d'efficacité.

L'Espagne montre ainsi une fois de plus ce que l'histoire a prouvé : pour affaiblir qu'elle soit par la crise, par ses divisions internes et ses contradictions, la classe bourgeoise saura, quand elle sera menacée dans son existence même par la lutte de la classe ouvrière, se dresser comme un bloc contre son ennemi mortel.

Au niveau national, les différentes fractions bourgeoises sauront faire taire leurs divisions pour l'affronter (au besoin en éliminant celles qui ne comprennent pas); aujourd'hui pour maintenir l'économie nationale, demain pour sauver le système capitaliste lui-même.

Au niveau international, elles sauront dépasser momentanément leurs rivalités économiques et impérialistes pour barrer la route à la classe révolutionnaire.

aiguiser les armes contre le prolétariat

La signification que peut avoir pour la classe ouvrière la mise en place des "structures démocratiques" par la bourgeoisie espagnole est claire : une possibilité accrue de dévoyer ses luttes vers le soutien à une de ses fractions, d'utiliser l'atomisation du terrain électoral, et demain de mettre en avant ses fractions à couvert "ouvrier" pour appeler à l'austérité comme on appelle

au communisme, comme le fait Berlinguer en Italie. Les partis de gauche ont en outre largement commencé à employer les armes "démocratiques" qui ont fait leurs preuves dans d'autres pays d'Europe, en canalisant les grèves ouvrières vers des impasses; c'est le sens par exemple de la journée d'action bidoon du 12 novembre dernier, qui, outre qu'elle représentait une tentative de la gauche de montrer son emprise sur la classe ouvrière au reste de la bourgeoisie, constituait un moyen de défouler les mouvements sporadiques qui continuaient à agiter le pays : "Nous souhaitons que la journée du 12 soit une journée pacifique de 24 heures seulement. Nous n'avons pas l'intention d'attaquer l'économie nationale" (Camacho, PCE, dirigeant des Commissions Ouvrières). Variation sur un thème bien connu...

Mais les atermoiements de la bourgeoisie n'ont pas facilité la tâche du PCE : les difficultés qu'il a rencontrées à convaincre les fractions réticentes de la bourgeoisie l'ont amené à redoubler ses efforts de conciliation, à multiplier ses preuves de bon démocrate et de bon défenseur du capital national : ce faisant, il s'est déconsidéré aux yeux de la classe ouvrière, apparaissant trop ouvertement lié au gouvernement actuel, s'opposant trop frontalement aux grèves (même si la récente mascarade de l'arrestation de Carrillo a pu lui redorer un peu le blason). C'est ce qui explique le développement rapide de ce dernier maillon de l'appareil politique, le gauchisme, qui est aujourd'hui plus développé en Espagne que dans beaucoup d'autres pays d'Europe, avec une véritable profusion de groupuscules et de groupes dont certains (PTE, ORT, LCR) commencent à avoir une certaine assise : c'est que leur fonction d'"appui critique" pour ramener la classe ouvrière dans l'état de la gauche et de ses syndicats prend dans ces circonstances une importance accrue.

Enfin, pour remplir au mieux cette tâche de contrôle sur une société menacée, une dernière tentacule de l'Etat doit être perfectionnée : les syndicats, l'ancien syndicat "vertical" n'ayant, malgré les tentatives du PCE pour le revivifier, plus de contrôle réel. Toute force politique de la bourgeoisie se doit, pour agir efficacement, et particulièrement en période de crise aiguë, d'avoir un moyen de pression direct sur les luttes de la classe ouvrière. On comprend aujourd'hui l'importance de l'enjeu ouvert avec la légalisation prochaine des syndicats, et l'apreté du débat engagé sur la syndicalisation, où se retrouvent toutes les oppositions des différents partis bour-

geois. Si des différences surgissent quant à la forme (sera-t-il "unique" ou "unitaire", formé de l'UGT (PSOE), des CO (PC), de la CNT...), un accord général sur le fond : "le syndicat doit englober ces 95% de travailleurs qui ne sont pour aucune centrale syndicale, ni ne veulent l'être" (PTE)

Ce ne sera en effet pas chose facile que de garder un contrôle efficace sur les grèves, qui s'organisent toutes en Assemblées générales et comités de délégués. Le PC et le PSOE s'empressent de reconnaître la validité du fait accompli, glorifiant cette "nouvelle forme de démocratie ouvrière", mais proposent d'une part d'assurer la coordination entre ces différents comités (pour en maintenir l'isolement), et d'autre part de les dissoudre une fois la grève finie, pour permettre au syndicat de reprendre le dessus, en assurant en quelque sorte "l'intérim". Les gauchistes, qui voient à plus long terme, proposent une intégration plus efficace : "Les forces majoritaires de l'extrême gauche ont expliqué que dans cette période où la grande majorité de la classe ouvrière n'est pas structurée syndicalement, la coordination (comité de délégués) doit être considérée avant tout comme un acquis sur le chemin de la syndicalisation. Elles ont proposé que la coordination se maintienne, mais pour prendre en charge le débat sur l'unité syndicale en intégrant la COS (UGT + CO) à ce projet" (Rouge). Ce que les gauchistes ont compris, c'est que rien n'est plus facile à vider de contenu qu'un comité de délégués lorsque la force sur laquelle il s'est organisé (la lutte) n'existe plus : "Au fur et à mesure que la lutte s'éteint, cette forme d'organisation, impuissante devant la démobilitation des travailleurs, tombe progressivement dans la préoccupation de trouver des revendications "concrètes", "réalistes", qu'on cherche pour "remobiliser les masses" ("Les syndicats contre la classe ouvrière", brochure du CCI).

C'est en vidant de leur contenu les organes du prolétariat, en tentant de les maintenir dans l'illusion qui persiste encore sur les appareils de "gauche", que joueront les armes de la bourgeoisie. Qu'elle arrive à mettre en place la "démocratisation" et un appareil d'encadrement plus adéquat ne signifie pas qu'une période de stabilité s'ouvre pour l'Espagne. Mais la classe ouvrière devra compter dans sa lutte, avec la coalition des forces de la bourgeoisie, nationale et internationale, et résister à toutes les phrases creuses dont va l'accabler la "démocratie" pour tenter de la soumettre aux exigences de l'économie nationale.

la coopération de la bourgeoisie des différentes nations

Si les suppliques du PCE appelant à la sauvegarde de la nation ont encore du mal à convaincre ses compatriotes, elles semblent par contre avoir été entendues par les puissances occidentales,

DES GENERAUX AU TROTSKYME : LA SAINTE ALLIANCE DU CAPITAL EN CRISE

Aujourd'hui, les combats de classe qui se déroulent à la tate capitaliste, préférant mourir en combattant que de faim, périphérie du capitalisme préfigurent les gigantesques affrontements entre prolétariat et bourgeoisie dans les basses tances acharnées des ouvriers. La seule réponse de la bourgeoisie avancée du capitalisme à l'Ouest ou à l'Est. Au moment où les ouvriers du Caire et d'Alexandrie s'affrontent à l'Est, on assiste simultanément en Amérique Latine à la même résistance dans les pays les plus touchés par la crise tient en trois mots : famines, plomb et prisons.

le sabre, la faucille et le marteau

■ Bravant de plus en plus le capital, les ouvriers n'hésitent plus depuis quelques mois à se mettre en grève : en juin 76, c'est la grève des ouvriers boliviens que le gouvernement brise par l'état de siège et le blocus du ravitaillement ; en octobre, ce sont les grèves des ouvriers des pêcheries de Chimbote contre lesquels les militaires "progressistes" tant chantés dans le passé par les gauchistes et autres "progressistes" pour leur "anti-impérialisme" interviennent avec des chars d'origine russe ou américaine. Depuis septembre 76, en Argentine ont éclaté -en dépit des gauchistes qui voudraient dévoyer la lutte de classe sur le terrain du terrorisme et de l'antifascisme- des grèves ininterrompues dans l'automobile et l'électricité, auxquelles l'Etat répond par les emprisonnements ou l'assassinat des ouvriers les plus combattifs. Telle est, de plus en plus, la réponse universelle du capital en crise dans tous les pays du monde. De plus en plus, alors que le capital peut de moins en moins biaiser,

FRANCE

(Suite de la p. 2)

capable de faire apparaître de solides forces de rechange capables en particulier de tenir tête à une gauche -et surtout à un PS- de plus en plus dynamique. On ne prépare d'ailleurs l'affrontement électoral avec le PS en lui tendant la main. Chirac l'a compris. Se rendant compte que la politique de Giscard menait à la défaite de la majorité dans laquelle son parti avait le plus à perdre, il a préféré renoncer à ses responsabilités à la tête du gouvernement avec un triple objectif :

- épargner à son parti l'impopularité de la politique giscardienne
- canaliser à son propre bénéfice le mécontentement de l'UDR contre Giscard et lui redonner un second souffle
- doter la droite d'un parti "populaire" apte à récupérer le mécontentement des "petites gens" contre le capitalisme et leur frayeur du "collectivisme", et capables de constituer une opposition résolue en cas de venue de la gauche au pouvoir.

En effet, face à la poussée générale de la gauche, il y a peu de place pour une droite "molle", conciliatrice, mais beaucoup plus pour une droite "musclée" comme le montre le dynamisme d'un Strauss en Allemagne par exemple. Canaliser le mécontentement contre le gouvernement de gauche de la part des secteurs les plus anachroniques de la société, cette droite se présente aussi comme une "relève" éventuelle après que la gauche ait rempli pleinement sa tâche : démobiliser et battre la classe ouvrière. Malgré ses dévotions, le RPR, par les secteurs sociaux sur lesquels il s'appuie, par ses références plébéiennes et populaires se traduisant par un anticapitalisme grossier qu'il baptise "travaillisme", par sa mystique nationaliste, par son goût de la personnalisation et d'un chef "à poigne", a des points communs avec les mouvements fascistes. Mais cela n'en fait pas le principal ennemi, le plus dangereux pour la classe ouvrière aujourd'hui dans la mesure où son heure ne peut sonner qu'une fois la classe battue, tâche qui revient fondamentalement à la gauche. Comme par le passé, c'est la gauche du capital, PS-PC-gauchistes, que les travailleurs trouveront comme ultime rempart de la société d'exploitation contre leur assaut. Toute autre analyse, comme celle de "Rouge" (n°254) qui appelle à "stopper... une opération survie de la droite" ne peut que favoriser la perpétuation de cette exploitation.

C.G.

c'est à un affrontement de plus en plus direct avec le capital, -quelle que soit sa forme, de "gauche" ou de "droite", "démocratique" ou totalitaire"- que sont poussés les ouvriers.

Mais, si les ouvriers n'ont aucune illusion sur la droite au pouvoir sous la forme d'équipes militaires, il n'en est pas de même des partis de gauche ou gauchistes, en proie à une répression qui leur donne l'auréole du "martyr". Plus qu'ailleurs, les ouvriers latino-américains doivent comprendre -sous peine de voir leur lutte de classe dévoyée par les mystifications de gauche du capital- que dans la crise, la bourgeoisie ne peut être que déchirée par des luttes de fractions de plus en plus sanglantes.

Face au prolétariat, on observe de plus en plus une collaboration étroite entre la gauche et la droite, les uns pour réprimer les ouvriers, les autres pour faire admettre cette répression au sein du prolétariat. Un exemple significatif entre tous est celui de l'Argentine. Voici ce que déclarait récemment le PC argentin chantant les louanges d'un "gouvernement qui lutte en permanence contre la corruption et pour la démocratie": "Malgré sa composition idéologique hétérogène, le gouvernement militaire suit une politique sensée et démocratique". Pour la gauche, ce qui est "sensé et démocratique" ne peut être que les non moins "sensées et démocratiques" prisons et mitrilles que le capital réserve aux ouvriers en grève. Quand la barbarie de la décadence du capitalisme devient de plus en plus visible, pour la gauche, il s'agit de lui donner un caractère humain et respectable ; c'est ce que le PC appelle "ne pas donner à l'opinion publique mondiale une image défigurée de l'Argentine en parlant de crimes, tortures, emprisonnements et autres atrocités". ("Cambio 16", 19/12/76).

Ne voulant pas être en reste avec le PC pour tresser des couronnes de guirlandes "démocratiques" au nouveau régime de dictature anti-ouvrière, les trotskystes du PST affirmaient il a quelques mois dans leur organe "La Yescá" : "La Yescá continuera à exercer son droit à la liberté. Son existence sera une preuve que la brèche démocratique s'amplifie et que la liberté, qui a fait dire au général Videla qu'il ne souhaite pas une presse complaisante, se fortifie". Liberté du capital, d'exploiter les prolétaires, droit de massacrer la classe révolutionnaire, voilà ce que reconnaissent au capital les trotskystes, lorsqu'ils laissent tomber leur masque de "défenseurs de l'ouvrier". C'est une vérité que les ouvriers du monde entier déjà aujourd'hui commencent à voir, quand la crise laisse de moins en moins d'issue au capital, sinon celle de réprimer le prolétariat, de l'Egypte à l'Argentine, du Pérou à la Pologne.

les "réorientations" de la bourgeoisie

Si, aujourd'hui, nous assistons en Amérique Latine, à des coups d'Etat de droite, cela signifie-t-il que les partis de gauche ou gauchistes, alors même qu'ils se font le plus souvent les "soutiens critiques" des militaires de droite, n'ont aucun rôle à jouer et se trouvent dans l'impossibilité de venir au pouvoir? Il est vrai que le renforcement du bloc américain, et plus particulièrement dans son "glacis" d'Amérique du Sud, s'accompagne généralement dans les pays les plus faibles de putschs militaires, qui ont la pleine confiance du gouvernement américain dans leur zèle de défendre l'"Occident Chrétien" contre le "péril russe". Cependant, comme dans les autres pays plus développés, le développement et l'exacerbation de la lutte de classe imposent nécessairement la venue au pouvoir de gouvernements de gauche, seuls capables de limiter les effets de l'effondrement de

l'économie. On comprend alors que les USA, qui avaient favorisé la venue de ces équipes de droite, commencent déjà à redresser la barre. C'est ainsi que la pression des USA devient de plus en plus forte sur le Chili, où ont été libérés les derniers chefs de l'Union Populaire, et sur l'Argentine, avec la campagne lancée par le parti démocrate et le Congrès sur les tortures et les droits de l'homme. Tout à fait significative est la reformation du front de l'UP aux USA autour du PS et de la DC. Les USA semblent de plus en plus faire passer la stabilité de leur bloc avant leurs propres options pour des régimes militaires de droite.

Aujourd'hui, pour le capital national de ce continent, il est de plus en plus clair que la nécessaire union nationale dans la crise contre le prolétariat a pour axe non la droite, incapable de faire accepter par la répression ouverte les sacrifices nécessaires à un prolétariat de plus en plus décidé à ne pas mourir de faim sans résister, mais la gauche. Pour celle-ci, il s'agit de reprendre les "bonnes mesures" de répression de la droite avec en plus les mesures de capitalisme d'Etat propres à encadrer la classe. Ce qui limite pour le moment la venue au pouvoir de ces équipes de gauche, c'est non seulement le poids des secteurs les plus archaïques de la bourgeoisie et de l'armée, mais les liens trop forts d'une des ses composantes essentielles, les PC, avec le bloc russe (comme le montrent bien récemment les déclarations de Corvalán à Moscou). Les PC sont donc encore loin de prendre le chemin de l'"américano-communisme".

le trotskysme à l'oeuvre

Plus qu'ailleurs, les trotskystes jouent leur rôle anti-ouvrier, ultime carte du capital, alors que, déjà, les PC ou les PS se sont compromis dans toutes sortes de fronts avec les militaires, du Pérou à l'Argentine, appuyant à chaque fois les massacres d'ouvriers. Dans les pays sous-développés où existe une classe ouvrière concentrée et un fort mouvement ouvrier, les trotskystes se sont développés tout naturellement, jusqu'à représenter comme en Bolivie ou en Argentine une force politique plus importante que les PC. Il suffit de rappeler que c'est essentiellement grâce au POR bolivien, fort de son emprise sur le syndicat des mineurs, que le général de "gauche" Torres put s'installer à la tête du gouvernement de Bolivie ; dans les années 50, le même POR avait déjà bien mérité de la patrie en allant faire tuer des centaines d'ouvriers organisés en "milices ouvrières" pour le compte de la bourgeoisie et de son représentant Estensoro qui cherchaient à nationaliser l'étain bolivien.

Dans les années 60, alors que se développaient les mouvements de guérilla dirigés par les organisations castristes et maoïstes, le trotskysme devait se scinder entre, d'une part, ceux qui se déterminaient pour une ligne "populiste" de guérilla dans les campagnes (tels l'ERP en Argentine), et ceux qui proclamaient la nécessité de rester dans le cadre de la politique classique trotskyste de soutien sur leur "gauche" aux syndicats "ouvriers".

Aujourd'hui, le ressurgissement de la lutte de classe internationale a mis fin aux guérillas, dans lesquelles des fractions de la bourgeoisie essayaient d'entraîner les ouvriers pour la défense des intérêts impérialistes de la Chine ou de l'URSS. La mystification de la guérilla a cessé de peser sur les ouvriers qui s'étaient laissés entraîner dans ces armées de la contre-révolution. Les chefs guérilléristes sont maintenant des hommes d'Etat respectables et respectés, tel l'ex-chef de l'ELN péruvienne Hector Bejar. Quand la paysannerie manifeste sa décomposition comme classe au travers de jacqueries endémiques où les maoïstes essaient de jouer un rôle, c'est essentiellement dans les pays où la paysan-

nerie reste une composante essentielle de la société (Colombie, Amérique Centrale, etc.). Quant aux trotskystes qui avaient choisi la "lutte armée" dans les campagnes, ils se sont reconvertis en terroristes urbains, entraînant dans cette voie des milliers de jeunes que la décomposition accélérée de la petite bourgeoisie a transformés en desperados. Telle fut la "guérilla urbaine" des Tupamaros en Uruguay, et telle est celle menée par l'ERP en Argentine aujourd'hui.

Il appartient aux éléments révolutionnaires, alors que des groupes gauchistes font grand battage sur les "actions exemplaires", de dénoncer impitoyablement ces entreprises capitalistes dont les retombées sous forme de répression toujours plus virulente touchent inévitablement les prolétaires. Le développement de la lutte de classe dans les pays où se sont développées les guérillas et les actions terroristes est la meilleure réponse que puisse faire le prolétariat à toutes ces tentatives d'embrigader les ouvriers sous le drapeau de la lutte anti-impérialiste et de les mener au massacre au cri de la "patrie ou la mort" (slogan de l'ERP et des Montoneros argentins).

Plus dangereuses sont aujourd'hui les mystifications plus proprement trotskystes, où prévaut une coloration plus "ouvrière".

La première est celle de la "résistance ouvrière" au "fascisme" au Chili, en Bolivie, en Argentine après les "golpes". Et qui dit "résistance", en bon langage trotskyste dit "front unique" des forces de gauche, front de tous les massacreurs du prolétariat de demain. Alors que la seule "résistance" que peuvent avoir les ouvriers est celle de la lutte de classe contre l'ensemble des forces du capital, les trotskystes les rabattent vers une fraction de la bourgeoisie, qui, dans l'opposition -légitime ou illégitime, peu importe- travaille de concert avec les autres fractions au pouvoir à mieux lier les ouvriers à la défense du capital national derrière le mot d'ordre de "résistance nationale".

La deuxième est de plus en plus celle de "renovation syndicale".

Comme le disait récemment un chef syndical trotskyste argentin, Ongaro, il s'agit "d'occuper la place abandonnée", alors que les appareils syndicaux les plus ouvertement anti-ouvriers connaissent une certaine décomposition. Pour les trotskystes, il s'agit, que ce soit sous la forme des "coordinadoras" en Argentine ou des "comités de base" en Bolivie, de ramener vers les syndicats les ouvriers qui s'en étaient détachés. Quand on sait quel rôle de dévotion à la grève des ouvriers de Villa Constitución, sous la conduite du PST, ont joué ces "coordinadoras" en 75 et aujourd'hui sous l'étiquette de "CGT de la Résistance", on comprend ce que signifie en langage trotskyste "occuper la place abandonnée"...

Dans les pays où demeure encore la façade de la "démocratie", dans les pays où règne une certaine stabilité politique reposant sur une plus grande assise économique, ainsi au Mexique, les trotskystes lancent un "appel pour constituer un vaste front unique des travailleurs, afin de défendre la classe ouvrière contre les effets de la politique d'austérité" ("Bandera Socialista", 15/11/76) après avoir fait campagne, par des meetings communs, avec le PC lors des dernières présidentielles (le cadavre de Trotsky assassiné par le PCM est bien froid aujourd'hui).

Toutes ces mystifications ne prennent donc pas un sens différent de celles que les trotskystes utilisent en Europe. Elles montrent quel rôle joue déjà cette fraction extrême du capital dans les centres industriels du tiers-monde. Alors que le capital dans tous les pays du monde, et particulièrement dans les plus faibles, ne peut plus offrir, que du plomb ou des prisons à la place du pain, le prolétariat, en Amérique Latine comme dans tous les autres continents, ne peut trouver le chemin qui mène à la révolution prolétarienne, qu'en écrasant sans pitié tous les mystificateurs de gauche et gauchistes qui tentent de le détourner de la lutte de classe historique contre la barbarie capitaliste.

Ch.



LES CHATEAUX DE SABLE DE L'OPEP FACE A LA MAREE NOIRE DE LA CRISE

A l'issue de la réunion de Doha, au Qatar, le 17 décembre dernier, la fragile unité entre les Etats exportateurs de pétrole membres de l'OPEP était rompue. Alors que onze de ces Etats décidaient une majoration de 10% de leur prix en janvier, et se prononçaient pour le principe d'une nouvelle hausse de 5% en juillet 77 -qui sera sans doute remise en question d'ici là- l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis, assurant à eux seuls un tiers de la production de l'OPEP, ne consentaient, sous la pression et la tutelle directes des Etats-Unis, qu'à une augmentation de 5% de leurs tarifs, montrant ainsi une fois de plus l'impossibilité d'une coalition entre nations en dehors de la réalité: des blocs.

■ Les différentes bourgeoisies occidentales -et européennes en particulier- ne pouvaient, ni ne tenaient à commenter d'abondance ce fait qui ridiculisait tout le battage, culminant lors des mesures d'embargo prises par les pays arabes de l'OPEP pendant l'hiver 1973, qu'elles dispensaient naguère pour tenter de rejeter la responsabilité principale de tous les maux dont souffre leur économie sur "la crise du pétrole" et "les nouveaux potentats arabes".

l'effondrement d'une mystification

La soi-disant prospérité et la prétendue puissance des pays producteurs de pétrole, célébrée aujourd'hui à l'occasion de la tentative de Giscard d'aller grappiller quelques dollars en Arabie sont démenties par l'éclatement de l'OPEP. Le déroulement de la crise n'a cessé depuis 1973 de rendre ce mythe moins crédible.

Peut-on sérieusement prétendre encore que la crise, ballottant constamment l'économie capitaliste entre l'inflation et la récession, est le fruit de la volonté de certains monopoles ou cartels tels que l'OPEP (ou ce qui revient au même, les trusts pétroliers) pour accumuler de super-profits ? Nous avons déjà dénoncé cette grotesque démagogie au moment où elle battait son plein dans l'article intitulé "Crise du pétrole et récession" (RI n° 6 - Nov. déc. 73) en démontrant que le pétrole, bien qu'ayant acquis une place importante parmi les matières premières pour l'économie des pays les plus développés ne pouvait être qu'une marchandise comme toutes les autres, constamment menacée par la surproduction et amenée à subir tout le poids d'une concurrence générale de plus en plus sévère sur le marché. Car si les augmentations du prix du pétrole décidées par l'OPEP ont un effet amplificateur sur l'inflation mondiale, elles sont elles-mêmes engendrées par la nécessaire adaptation à une inflation déjà existante, traduisant bien le cercle vicieux des lois de l'échange capitaliste en crise.

Cette marchandise ne pouvant que suivre les tribulations du cours général de la crise mondiale, la saturation du marché du pétrole s'exprimait début 75 par la baisse de la consommation en Europe, produit d'une politique "d'économie d'énergie" essentiellement liée à une récession générale avec une chute de la production affectant la plupart des matières premières : ainsi, à cette époque, le cours du charbon perdait 30% celui du coton et du caoutchouc était réduit de moitié, celui du cuivre des deux-tiers, faute d'acheteurs.

Cette récession entraîna une dégradation du prix du pétrole et contraignit les Etats membres de l'OPEP à des réductions de 10 à 25% de leur production.

De même, la récente menace de l'Arabie Saoudite de faire passer le volume de sa production de 9,1 millions de barils par jour à 10 millions obligerait les autres Etats de l'OPEP, comme ils l'ont déjà annoncé, à réduire leur propre production car l'engorgement actuel du marché ne permet pas cet accroissement.

Si les pseudo-"rois du pétrole" étaient assez puissants pour dicter leur loi sur le marché mondial, pour quelles raisons l'Arabie Saoudite et les Emirats décideraient-ils de jouer les trouble-fête au sein de ce "nouveau pouvoir" ?

En fait, la réponse au pourquoi de cette attitude apparaît clairement dans la réalité : dans la division de l'OPEP comme à travers le rôle qu'y ont joué les saoudiens, l'enjeu déterminant est celui de toutes les bourgeoisies du monde : l'intérêt national.

Ce sont ces mêmes intérêts nationaux qui ont conjoncturellement dicté l'unité de l'OPEP naguère, qui, aujourd'hui, avec le ressac plus violent de la crise, animent la tendance à sa dislocation.

la prééminence des intérêts nationaux

Après l'échec des tentatives de nationalisation brutale du pétrole par Cardenas au Mexique en 1938, par Mossadegh en Iran (1951), puis par le général Kasseem en Irak en 61, les Etats producteurs ont compris qu'ils retireraient un profit bien supérieur de leurs richesses énergétiques non par l'affrontement direct avec les trusts pétroliers opérant sur leur territoire (notamment les gigantesques "majors" contrôlant à eux seuls plus de 60% des exploitations) mais par une étroite coopération et participation dans les contrats. Un des meilleurs produits de cette entente est la collaboration existant entre l'Arabie Saoudite et le puissant cartel de l'ARAMCO, regroupant les trusts Social, Exxon, Texaco et Mobil. Les mesures de nationalisation intervenues en Algérie, au Venezuela, en Irak, et, dernièrement en Equateur n'ont pas fondamentalement bouleversé cette coopération mais ont, au contraire, renforcé son équilibre.

Créé à l'initiative de l'Arabie Saoudite, du Venezuela, de l'Irak, de l'Irak et du Koweït en septembre 1960 avec l'adoption d'un prix unitaire des ventes, l'OPEP s'est peu à peu élargie et est apparue sur le devant de la scène internationale lors de la poussée de la crise en 1970 pour s'opposer à la dégradation constante du prix du pétrole. L'unité des Etats exportateurs de l'OPEP devait s'exercer à nouveau en 73 pour décider un doublement de leur prix face à la dévaluation du dollar et à la montée inflationniste.

Mais, malgré la flambée de l'inflation aujourd'hui et la saturation des ventes, avec finalement ce qui se résume à l'approfondissement de la crise, la divergence des intérêts nationaux qui se fait jour entre ses membres tend à prendre le pas sur cette unité. L'Arabie Saoudite se présente comme l'agent principal et le détonateur de cette division. Ce rôle est déterminé par la conjonction de deux facteurs particuliers. D'une part, l'Arabie Saoudite étant le plus gros producteur de l'OPEP y joue un rôle prépondérant. D'autre part, le pétrole constitue la ressource essentielle de ce pays qui, comme les Emirats est incapable de faire fructifier cette seule richesse sur le plan intérieur. Aussi, ses importants capitaux sont-ils massivement réinvestis ailleurs dans de nombreuses sociétés étrangères -surtout en Europe. D'un autre côté, elle est une des sources du capital financier des Etats-Unis. De ce fait, plus qu'aucun autre Etat, elle devient dépendante de la santé des économies occidentales où elle a placé ses capitaux et dont elle est amenée à partager de plus en plus les intérêts. Elle se trouve ainsi d'emblée partie prenante pour tenter d'éviter un brutal naufrage de certaines économies européennes. Ceci explique les récentes déclarations sans ambages de Yamani, ministre saoudien du pétrole, lors d'une interview à l'hebdomadaire allemand "Der Spiegel" sur son désir de voir préservés l'équilibre économique des pays d'Europe Occidentale : "Nous sommes extrêmement inquiets de la situation économique en Occident, inquiets de la possibilité d'une nouvelle récession, inquiets de la situation en Grande-Bretagne, en Italie et même en France et dans certains autres pays."

Du fait de cette situation particulière de sujétion, l'Arabie Saoudite et les Emirats ont pu jouer un important rôle de frein au sein de l'OPEP pour modérer la hausse en s'opposant à d'autres Etats dont les propres intérêts nationaux sont moins dépendants envers les économies européennes même si certains de ces Etats comme l'Irak ou la Lybie, faisant l'expérience de l'échec de leur propre développement sont de plus en plus amenés à se tourner vers des investissements extérieurs, comme la prise de participation de la Lybie dans le capital de la Fiat ou celle de l'Irak chez Krupp.

Ainsi, au sein de l'OPEP comme dans tous les secteurs de l'économie mondiale, les rivalités entre les intérêts nationaux priment toujours davantage et s'exacerbent à mesure que le rétrécissement du marché mondial accroît la concurrence et les coalitions ou cartels d'intérêts qui se forment entre Etats faibles ont, à travers la crise, un caractère de plus en plus provisoire.

Dans cette véritable foire d'empoigne, chaque Etat tente, face à la crise, de reporter les difficultés économiques qu'il rencontre sur les autres. Mais, dans l'emploi de ce palliatif, seules les puissances économiques de première grandeur peuvent tirer leur épingle du jeu. Aussi, l'hégémonie des Etats-Unis sur le marché mondial leur permet d'y imposer au mieux leurs intérêts.

les atouts américains au Proche-Orient

La propre production pétrolière des Etats-Unis, étant seulement concurrencée par l'URSS pour le premier rang mondial, couvre encore 60% de leurs besoins. Ils sont de ce fait beaucoup moins tributaires que les autres pays occidentaux du pétrole de l'OPEP et disposent également d'un potentiel énergétique plus important et plus diversifié que les autres pays développés, alors qu'ils ont été grands bénéficiaires de l'embargo de 73 qui a rentabilisé une part importante de leur production sur le marché.

La politique de majoration de prix de l'OPEP servait les intérêts américains, jusqu'à un certain point car elle pénalisait surtout ses concurrents commerciaux les plus directs tels la RFA et le Japon, très fortement dépendants du pétrole de l'OPEP. Cette hausse constituait pour les Etats-Unis un moyen de mettre au pas ces Etats et de renforcer ainsi sa domination économique sur son bloc de tutelle même si, affaiblissant davantage des pays comme l'Italie et la Grande-Bretagne, certains des intérêts de ce bloc pouvaient être perturbés.

Cependant, un rapport d'universitaires, de financiers et d'économistes, produit sur la demande du gouvernement a montré que la hausse du pétrole ne pouvait être rentable pour l'économie américaine que si le nouveau prix ne dépassait pas douze dollars le baril. Une augmentation excessive pouvant se retourner contre eux, les Etats-Unis, à travers une pression sur les Etats de l'OPEP -et notamment l'Arabie Saoudite- ont réglé en sous-main la hausse des "puissances pétrolières" à la limite exacte que leurs intérêts fixaient.

D'une pierre, les américains faisaient deux coups car la limitation de l'augmentation du pétrole permettait de freiner les tentatives de percée de l'URSS, autre important producteur mondial, -et à un degré moindre, de la Chine- en quête de nouvelles devises et désireux de s'ouvrir de nouveaux débouchés. Ainsi, la puissance économique des Etats-Unis sur le marché leur permet de compenser des moments de faiblesse conjoncturelle.

Courtier et agent de régulation des intérêts économiques des Etats-Unis, l'Arabie Saoudite est amenée à jouer de plus en plus activement une carte politique au Proche-Orient. Hier médiateur principal pour cautionner l'intervention des "forces de sécurité" au Liban, elle exerce aujourd'hui sa force de pression au sein de l'OPEP pour obtenir l'ouverture rapide de la Conférence de Genève dans le règlement des conflits israélo-arabe, après la liquidation des forces palestiniennes. Dans cette région, leur utilisation pour assurer le maintien de l'ordre existant dans le bloc américain ne peut que se renforcer.

Ce que met en relief l'échec de l'OPEP dans sa volonté de s'ériger en "puissances autonome" et sa division, c'est la faillite de toutes les tentatives des bourgeoisies nationales de constituer des coalitions supra-nationales en dehors de la réalité des blocs. Cette impuissance, déjà illustrée par le fiasco de l'expérience du Marché Commun en Europe, est d'autant plus forte pour l'OPEP comme pour l'ensemble du tiers-monde dont les Etats ont voulu se reconnaître dans l'entreprise des pays pétroliers. Devant la crise, il n'y a plus de place pour de telles tentatives. Comme le montre l'Arabie Saoudite,

l'heure ne peut être qu'à la nécessité d'abriter leurs intérêts nationaux dans le jeu d'un des blocs impérialistes dominants. L'exacerbation des intérêts capitalistes ne peut s'organiser qu'à l'intérieur du renforcement de ces blocs et dans la préparation de la guerre impérialiste.

Y. D.

PUBLICATIONS du C.C.I.

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (U.S.A.)

P.O. Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME (Belgique)
B.P. 2
Ettterbeck 4
1040 Bruxelles

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)
Ecrire à l'adresse comme suit :
Sandro Saggiaro
Casella Postale 85/6
35100 PADOVA

WORLD REVOLUTION (Grande-Bretagne)
Ecrire à l'adresse comme suit :
B.M. Box 869
LONDON WC IV 6XX

REVUE INTERNATIONALE DU
COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL :

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections de pays de notre courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés pour avoir été écrits au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

SOMMAIRE DU DERNIER NUMERO :

- La situation politique internationale
- L'accélération de la crise économique
- Etat et dictature du prolétariat (Textes du 2ème Congrès de R.I.)
- La Gauche Communiste en Russie : 1918 - 1930 (1ère partie)
- Les ambiguïtés sur les "Partisans" dans la constitution du P.C.I. en Italie en 1943
- "Combate" : "Contra a Corrente"... ou contre le C.C.I. ?

publications récentes en langue française

Publication en langue française (parait aussi en Néerlandais) de la section belge du Courant, INTERNATIONALISME parait actuellement tous les deux mois. Outre les articles analysant plus particulièrement la situation en Belgique, elle contient des articles à caractère plus général et constitue un complément à la publication de la section française.

SOMMAIRE DU DERNIER NUMERO :

- INTERNATIONALISME N°8 -Fév.77- 2 F-
- La crise de la bourgeoisie en Chine Pologne : 1971-1976, une même impasse pour le capital
- Les "comités" dans la tourmente
- Réponse à "Daad en Gedachte" : la lutte de classe vue d'un balcon
- Le 1er Congrès d'Internationalisme, section du CCI en Belgique
- Résolution sur la situation politique en Belgique.

CRITIQUE DE L'ANARCHISME

1. LE POIDS DE LA PETITE-BOURGEOISIE SUR UN PROLETARIAT NAISSANT

Depuis 68 ont surgi de nombreux groupes se réclamant à divers titres d'anarchisme plus ou moins pimenté de marxisme et servant d'autant de viviers de la confusion. En fait, si, pour un courant d'idées aussi profondément a-historique et incohérent que l'anarchisme, on ne peut parler de filiation historique, on ne peut pour autant comprendre la confusion actuelle qu'à travers le contexte historique où elle s'est implantée.

La série d'articles que nous commençons dans ce numéro se propose de resituer historiquement l'anarchisme par rapport au développement du capitalisme et du mouvement ouvrier, par rapport aux grands moments de l'histoire du prolétariat.

L'anarchisme : une continuité d'idées

Pour définir l'anarchisme, on ne peut parler de théorie anarchiste ou de corps de doctrine. Tout au plus peut-on parler d'une continuité d'idées qui prendront différentes formes, d'un anti-corps qui ne trouve sa raison d'être que dans le fait d'être contre : contre l'Etat, contre le capitalisme... Cette continuité peut se condenser brièvement en trois idées fortement dépendantes les unes des autres :

- l'anarchisme oppose sa vision individualiste de l'histoire à la vision historique, de classe, du marxisme ;
- en refusant de combattre l'Etat - ce qui serait le reconnaître -, l'anarchisme en vient à imaginer qu'un processus économique suffirait à établir une main-mise sur la société ;
- l'anarchisme se condamne ainsi à l'impuissance, à n'avoir aucune prise sur le cours de l'histoire ; il sera toujours incapable de dominer les événements, mais sera dominé par eux.

Toute l'histoire de la société humaine jusqu'à ce jour est l'histoire de luttes de classes" ("Manifeste Communiste"). Dans cette vision globale, seule la classe ouvrière a un avenir historique. En refusant cette conception, en se confinant dans une vision qui ne met en présence que l'individu ou un groupe d'opprimés face à la société, l'anarchisme se condamne du même coup à l'impuissance des individus. On comprend alors l'étroitesse de ses limites : lorsqu'il fait une analyse des contradictions du capitalisme, ce n'est pas d'un point de vue de classe, mais seulement pour montrer de quelle manière elles pèsent sur l'individu ; lorsque l'anarchisme refuse l'Etat, ce n'est pas parce que l'Etat est chargé de défendre la bourgeoisie, mais uniquement parce qu'il représente l'autorité, ou plutôt l'anti-liberté individuelle. Théorie basée sur l'individu, l'anarchisme justifie par des sentiments individuels, réactions subjectives face aux événements, pour en faire des positions "politiques" et se heurte ainsi à ses propres contradictions : tout en refusant le soutien à une quelconque nation comme soutien à un Etat, l'anarchisme justifie le patriotisme par l'attachement affectif au cadre géographique d'origine ou par le soutien au "peuple opprimé" ; il justifiera ainsi le ralliement à l'"Union Sacrée", mais il justifiera aussi la position inverse au nom d'un refus moral de la guerre... La vision de l'anarchisme est donc tributaire des faiblesses de l'individu en tant que tel, et, en même temps, du cadre restreint où il peut vivre : à l'atelier, la localité, la commune, et, niveau le plus élevé : la région... Alors, l'anarchisme regroupe, dans sa conception fédéraliste, autant d'ateliers, de localités, de communes, et même de régions...

Cette vision parcellaire, localiste, entraîne tout naturellement l'anarchisme à un refus de lutter contre l'Etat - ce serait le reconnaître - et, de ce fait, à chercher une issue dans le cadre même de cette "parcelle" de société, celle de l'atelier, celle de la région... En refusant l'action politique, d'une manière ou d'une autre, les anarchistes ont été amenés à une conception complètement idéaliste de la société, suivant laquelle un processus économique permettrait de réaliser progressivement une société harmonieuse. Ainsi, la violence de classe, celle qui suppose l'action politique, n'est pas incluse dans leurs "théories" : refusant de faire de la violence un moyen d'une classe pour lutter contre un mode de production qui suppose certains rapports de production, ils posent le problème dans l'abstrait, et refusent par principe toute violence, ou l'utilisent à outrance, à n'importe quel moment, avec n'importe quel objectif. Alors, ils deviennent, à l'image des utopistes, des inventeurs de systèmes à changer le monde, tels que les définissait déjà le "Manifeste Communiste" :

"A l'activité sociale absente, ils suppléent par leur inventivité personnelle ; aux conditions historiques de l'émancipation, ils suppléent par des conditions imaginaires ; à l'organisation d'un prolétariat lentement et spontanément mûri à la vie de la classe, ils suppléent par une organisation de la société laborieusement enfantée par eux. Toute l'histoire universelle future se réduit pour eux à la propagande et à la mise en pratique de leurs plans de société". Mais, objectivement, cet "idéalisme" revient souvent à un aménagement de la société capitaliste, ou, du moins, à un projet d'aménagement.

Si le marxisme a une vision globale, cohérente dans l'espace et dans le temps, l'anarchisme, en tant que conception individualiste, ne peut avoir qu'une vision ponctuelle, dispersée, au coup par coup, déterminant une intervention limitée à un cadre immédiatiste. Dominés par les événements, les anarchistes n'ont pu, dans le meilleur des cas, que suivre le cours de l'histoire quand celui-ci faisait de la révolution un problème immédiat. En dehors de cette période privilégiée où la révolution était à l'ordre du jour, ils ont subi les flux et les reflux du mouvement ouvrier : en période de flux, ils seront dans le mouvement, à la traîne des communistes ; en période de reflux, ils se réfugieront dans l'action individuelle, dans la "propagande par le fait"... Ainsi, dans les faits, ils ne seront du côté de la révolution que par hasard, ou par réaction contre l'opportunisme dans le mouvement ouvrier.

Cette continuité dans les idées qui refuse tout cadre global cohérent se retrouve tout au long de l'histoire du

mouvement ouvrier. Dans la mesure où, en général, les anarchistes subissent l'histoire, leurs "positions" dépendent d'abord du contexte historique. Ainsi, la conception de Proudhon se situe dans la phase de naissance du prolétariat, et de ce fait, représente, au mieux, la réaction primaire des ouvriers contre leur nouvelle condition d'exploités, au pire, le refus des couches d'artisans de se dissoudre dans le processus de la prolétarianisation.

Proudhon : le poids de la petite bourgeoisie sur un prolétariat naissant

"... dans les pays où la civilisation moderne a tout son développement, une petite-bourgeoisie nouvelle s'est formée. Elle flotte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Elle est une sorte d'appendice de la société bourgeoise qui se reforme sans cesse. Mais constamment aussi, les individus de cette classe sont précipités dans le prolétariat par la concurrence, et ils voient venir un temps où le développement de la grande industrie les aura faits disparaître comme classe à part dans la société moderne, et où ils seront remplacés dans le commerce, dans la manufacture, dans l'agriculture, par des contre-maîtres et par des domestiques" ("Manifeste Communiste").

L'anarchisme comme courant social apparaît comme résultat de ce "flottement" entre le prolétariat et la bourgeoisie. Il représente la révolte primaire de ces couches contre leur nouvelle forme d'exploitation ; alors, inconscients de leur force en tant que classe, les ouvriers tentent de briser les machines. C'est une réaction générale en Angleterre, en Allemagne, en France et dans tous les pays pour qui commence l'industrialisation ; les machines de l'usine de Rives-de-Gier le 1er mars, les scies mécaniques de Bordeaux le 1er mai, les machines à découper les châles à Lyon le 7 septembre sont violemment détruites par les ouvriers en lutte contre les "mécaniques". Si, par la suite, la classe ouvrière en formation, en tant que telle comprendra

que l'objectif de sa lutte n'est pas la destruction de l'outil, mais celle du système lui-même. L'anarchisme se contentera d'exalter l'origine de cette révolte, et cherchera, tout au plus, à inventer des systèmes de conciliation.

En cela, sa position sera plutôt le refus de la dissolution de l'artisanat, le refus de la prolétarianisation que celle d'une conscience de classe naissante et qui refuse d'une manière primaire ses conditions d'exploitation. C'est dans ce contexte qu'il faut considérer Proudhon : si sa critique du capitalisme va dans le sens d'une meilleure compréhension des moyens de le détruire, sa conclusion est profondément réactionnaire dans sa nostalgie du passé.

Proudhon a dénoncé les tares du monde moderne et les forces antagoniques qui le disloquent mais il a voulu les réconcilier. Il a dénoncé la division du travail qui permet la richesse du capitaliste mais rend l'"égalité" impossible. Il a dénoncé la machine qui augmente la rentabilité mais accroît la concurrence des ouvriers entre eux. Il a dénoncé la propriété comme privilège d'une minorité. Il a dénoncé la contradiction entre la production collective et l'appropriation privée.

Mais, conscient de ces contradictions tout en limitant bien souvent dans un domaine moral - l'égalité, la justice, etc. - Proudhon refuse aussi bien l'économie politique traditionnelle qui les justifie que le socialisme qui les dépasse par la lutte de classe. Il a inventé son propre système, basé sur le fait, non pas que la transformation politique soit une condition de la transformation économique, est une condition suffisante de la transformation politique. Il a imaginé, dans son esprit, un processus économique qui permettrait à chaque producteur - l'ouvrier étant toujours considéré comme producteur de richesse mais jamais comme exploité - de recevoir le "produit intégral de son travail". La multiplication d'associations ouvrières de producteurs permettrait d'exproprier progressivement et sans violence le capital privé tout en empêchant le développement du capital d'Etat. Une espèce de mutuel bancaire, "la banque du peuple" fournirait le crédit, gratuitement, pour mener à bien cette entreprise. En fait, Proudhon pensait ainsi arriver à un développement harmonieux du capitalisme, un capitalisme sans prolétariat, parce que sans contradictions : "doubler, tripler, augmenter le travail à l'infini, et par conséquent la richesse ; donner au crédit une base si large qu'aucune demande ne l'épuise ; créer un débouché qu'aucune production ne comble ; organiser une circulation pleine, régulière, qu'aucun accident ne trouble" (Proudhon, "Solution du problème social", mars 48).

Les implications politiques de cette vision sont celles de toute tentative de résoudre les contradictions du capitalisme : d'abord utopique, elle conduit dans les faits à refuser au prolétariat toute possibilité de lutte de classe ; elle vise à réconcilier deux classes antagoniques et, donc, à soutenir la bourgeoisie. Ainsi, Proudhon était contre toute grève, contre toute coalition, la bourgeoisie étant d'après lui tout aussi victime du capital que le prolétariat. A ce titre, il a pu traiter les ouvriers en grève d'ignorants (de l'économie politique), il a pu leur conseiller de ne pas demander d'augmentation de salaires - pour ne pas approfondir les contradictions -, il a pu donner ses bons conseils à Napoléon.

Ainsi, après la défaite prolétarienne de juin 1848, Proudhon a fait peser tout le poids de la petite bourgeoisie sur la classe ouvrière. Dans le "18 Brumaire", Marx évoque ce pourrissement du mouvement ("Le prolétariat) se jette en partie dans des expériences doctrinaires, banques d'échange et associations ouvrières, c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à bouleverser le vieux monde en lui empruntant ses propres grands moyens d'ensemble..." On comprend alors comment les proudhoniens survivants de ces expériences ont pu affaiblir la Tère Internationale, alors que les conditions objectives de la révolution n'étaient pas encore mûres. Dans un prochain article, nous tenterons d'analyser dans quelle mesure ce poids a pu peser dans l'évolution de l'anarcho-syndicalisme.

VIE DE L'ORGANISATION réunions publiques

Auxerre

Permanence : 3ème mardi du mois, de 17 h. à 19 h., passage Soufflot.

Bordeaux

Réunion publique : le 25 février, à 21 h., au café Victor Hugo, Cours Victor Hugo, sur le thème : "L'ANARCHISME, PERPETUELLE INCOMPREHENSION DE LA LUTTE DE CLASSE".

Permanence : 2ème mercredi du mois de 16 h. à 19 h., 4ème samedi du mois de 14 h. à 17 h.

Dijon

Réunion publique : le 5 mars à 17 h., à la MJC Maladière, rue Balzac sur le thème : "L'ANARCHISME, PERPETUELLE INCOMPREHENSION DE LA LUTTE DE CLASSE".

Marseille

Réunion publique : le 11 mars, à 20 h. à 20 h. 30, salle Lacordaire, 30, rue Sainte-Victoire, sur le thème : "LES ELECTIONS. UNE ARME DE LA BOURGEOISIE".

Nantes

Réunion publique : le 26 février, à 17 h., au 3, Amiral Duchaffault,

REUNION PUBLIQUE DE LA SECTION DE PARIS

Au mois de janvier, la section de Paris a tenu une réunion publique sur le thème : "crise de restructuration ou crise mortelle du capitalisme". Les principaux axes qui ont été développés au cours du débat sont les suivants :

- Contrairement aux diverses explications engendrées par la bourgeoisie aux abois, la crise n'est pas due au machinisme des vendeurs de pétrole ou des multinationales. Elle ne peut se résoudre par une "restructuration" de l'économie, une centralisation étatique accrue, des nationalisations. La crise actuelle est une crise mortelle du capitalisme, la crise d'un mode de production en décadence dont les marchés nécessaires à son expansion sont saturés, une crise qui ne peut mener, selon la logique capitaliste, qu'à une troisième guerre mondiale.

- La seule classe qui puisse rompre aujourd'hui avec le cycle infernal dans lequel s'est enfoncé la société en crise, la classe historiquement porteuse de son dépassement vers le communisme, est la classe ouvrière.

- Les luttes revendicatives ne peuvent

salle 89, sur le thème : "LA DECADENCE DU CAPITALISME POSE LA PERSPECTIVE PROLETARIENNE : LA REVOLUTION COMMUNISTE".

Paris

Réunion publique : le 12 février, à 17 h., au 27, avenue de Choisy (salle verte, premier étage), Paris 13ème, sur le thème : "LA CRISE EN CHINE CAPITALISTE" ; le 5 mars, sur le thème : "LES ANARCHISTES FACE A LA LUTTE DE CLASSE : DE L'IMPUISANCE A LA CONTRE-REVOLUTION".

Permanence : tous les samedis, même endroit, à 17 h.

Rouen

Réunion publique : le 5 février, sur le thème : "CRISE DE RESTRUCTURATION OU CRISE MORTELLE DU CAPITALISME". Permanence tous les 15 jours, le 11 et le 25 février. (Ecrire à RI).

Toulouse

Réunion publique : le 25 février, à 21 h., à la Cité Universitaire de l'Arse-nal, Bâtiment C, sur le thème : "LES ELECTIONS, UNE ARME DE LA BOURGEOISIE".

mener qu'à des échecs du point de vue des améliorations immédiates dans un système en crise. Contrairement à ce qu'affirme la "gauche" (tant qu'elle n'est pas directement au gouvernement), ce n'est pas en augmentant la consommation des ouvriers que la bourgeoisie tentera de sortir de sa crise, mais en réduisant les salaires plus encore. Ceci ne veut pas dire que les luttes défensives de la classe soient à "nier" : ce n'est que dans ces luttes que la classe ouvrière prendra conscience de la nécessité de détruire le système et son Etat, qu'elle perdra ses illusions sur les partis "de gauche" et les syndicats et forgera son unité.

- Les pillages, squatterisations, etc... ne sont pas un pas en avant de la lutte révolutionnaire : expression de la décomposition de couches sans avenir, ils ne peuvent représenter qu'une faiblesse pour la lutte ouvrière : celle de retarder la difficile prise de conscience de la nécessité de s'attaquer aux fondements mêmes du système et à l'Etat capitaliste.

LE PERPETUEL DEBOUSSELEMENT DE L'ANARCHISME seconde partie

autogestion et luttes parcellaires

Répondant à la condamnation que nous faisons des luttes parcellaires (autogestion, écologie, régionalisme, féminisme, homosexualité, etc), la Lanterne Noire écrit : (1)

"CE QUE NOUS REFUSONS C'EST QU'AND, DANS LA FOULEE DE LA CONDAMNATION DE L'AUTOGESTION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE", VOUS CONDAMNEZ FINALEMENT TOUTE TENTATIVE DE PRISE EN CHARGE ICI ET MAINTENANT DES ASPECTS PARTIELS DE LA VIE QUOTIDIENNE"

Remarquons tout d'abord que, refusant tout rôle de curé ou de psychanalyste, nous ne nous donnons pour tâche ni de condamner, ni d'encourager quoi que ce soit dans la façon dont les individus tentent de prendre en charge "ICI ET MAINTENANT" des aspects partiels de leur vie quotidienne. Même si nous n'avons aucune illusion sur la possibilité de se creuser un petit trou "libéré" dans le fumier de la société capitaliste, nous n'avons, comme organisation politique, rien à dire aux individus sur la façon dont ils tentent de prendre en charge "leur vie quotidienne". Ce que nous condamnons, ce sont les tendances qui font des problèmes des individus l'axe ou l'un des principaux axes de leur intervention. Et cela pour deux raisons essentielles : d'abord parce qu'en mettant en avant des problèmes d'individus, donc des problèmes concernant aussi bien des ouvriers que des bourgeois, des flics que des universitaires, elles escamotent, sous un flot de banalités plus insipides les unes que les autres, la nécessité pour la classe ouvrière de prendre conscience de ce qui lui est spécifique comme force historique et de la nécessité de se constituer en corps autonome par rapport aux autres classes de la société. (2)

En ce sens, les mouvements parcellaires jouent un rôle de dilueurs de la force révolutionnaire analogue à celui joué par toutes les conceptions a-classistes telles que le patriotisme ou autres "humanismes".

Nous les condamnons ensuite parce qu'en mettant en avant des objectifs parcellaires tels les diverses "autogestions" (usines, écoles, crèches ... qui seraient soi-disant régies par de "nouveaux rapports humains"), elles n'aboutissent qu'à reléguer au rang secondaire -sinon à l'éliminer complètement- l'objectif politique premier du prolétariat : le désarmement total de la classe dominante par la destruction de son appareil d'Etat. Ils entretiennent l'illusion criminelle qui prétend que l'on peut réaliser de véritables transformations de la structure sociale sans s'être au préalable débarrassé de la coercition des fusils de la bourgeoisie. Le facile écrasement du prolétariat, "distrainé" par des conceptions autogestionnaires en Italie 1920, en Espagne 36-37 ou même au Portugal en 75, a montré à quel point toute tendance qui ne met pas au premier plan de son intervention la priorité absolue de la tâche politique du prolétariat : la prise du pouvoir politique et la destruction de l'Etat capitaliste, ne peut jouer dans les faits qu'un rôle de désarmeur de la force révolutionnaire.

Dans son article, la Lanterne Noire semblerait faire siennes -du moins momentanément et à sa façon- certaines de ces critiques à l'égard de l'autogestion et des luttes parcellaires, puisque d'une part elle affirme ne défendre l'idée d'autogestion qu'à condition qu'elle soit menée sans "appareil d'Etat", sans "technologie issue du capitalisme", sans "rapport marchand", sans "divisions techniques et sociales du travail" (c'est à dire à condition qu'elle ne soit pas une autogestion...) et puisque d'autre part elle écrit : TOUTE LUTTE DE CE TYPE S'ENFERME DANS UNE SORTE DE SYNDICALISME QUI EN LIMITE OU EN ANNULE LA PORTEE REVOLUTIONNAIRE" mais ce timide soubresaut de recherche de clarté est vite annihilé par la précision suivante : "MAIS ON NE PEUT S'ARRÊTER LA, SOUS PEINE DE REVENIR A DES CONCEPTIONS PUREMENT "POLITICIENNES" OU "ECONOMIQUES" DE LA REVOLUTION..." Et de repartir de plus belle sur les problèmes des individus "pollués", "femmes", "homosexuels", etc...

Pour la Lanterne Noire comme pour l'ensemble des tendances qui pataugent dans la problématique des luttes parcellaires, condamner de façon prioritaire

Dans la première partie de cet article, nous nous sommes attachés à montrer comment le fait de ne pas comprendre que la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire condamne la Lanterne Noire à demeurer dans le perpétuel débousselement de l'anarchisme. Il nous reste à illustrer comment l'ensemble des critiques que nous adresse la Lanterne Noire dans son article "débat avec le CCI" découlent de cette incompréhension fondamentale.

et catégorique tout ce qui, d'une façon ou d'une autre, entrave la marche du prolétariat vers son autonomie de classe revient à "appauvrir", à "réduire" la révolution à des questions PUREMENT économiques et "politiciennes". Lorsqu'on ne sait pas qui dans la société constitue la force révolutionnaire, et qu'on ne voit dans la classe ouvrière qu'une couche d'exploités parmi d'autres, il est logique que l'on trouve "pauvre", "limitée", toute conception qui place au premier rang de l'activité des révolutionnaires la lutte contre toutes les entraves au processus de constitution de la classe ouvrière en force autonome et consciente. Mais en fait d'élargissement de la lutte révolutionnaire, ces conceptions qui pompeusement se remplissent la bouche du mot de "révolution totale" sans même savoir par qui et comment pourrait être faite cette révolution, n'aboutissent à concrétiser dans la réalité qu'un projet de réformisme "new-look" (changer sa vie quotidienne "ici et maintenant"), expression authentique de leur impuissance à comprendre les tenants et les aboutissants du véritable projet révolutionnaire, qui lui les dépasse totalement.

Le caractère GLOBAL du combat des révolutionnaires n'a rien à voir avec des découvertes tardives et pleurnichardes sur la détresse des individus dans la société capitaliste, ni avec la recherche de vapeurs phalanstères à l'usage des individus "libérés". La révolution communiste sera GLOBALE, TOTALE, non pas du fait des tentatives par des individus ou des groupes de prise en charge ici et maintenant des aspects partiels de leur vie quotidienne, mais PARCE QUE LA CLASSE OUVRIÈRE -DU FAIT DE SA POSITION DANS LE PROCESSUS DE PRODUCTION ET DU FAIT DE LA NATURE TOTALITAIRE DU SYSTEME CAPITALISTE- SERA CONTRAINTE, POUR SE LIBERER DE L'EXPLOITATION ECONOMIQUE, DE BOULEVERSER NON PAS TEL OU TEL ASPECT PARCELLAIRE DU SYSTEME CAPITALISTE, MAIS LES FONDEMENTS MEMES DE TOUTE SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION.

C'est pourquoi la lutte révolutionnaire globale n'est pas une somme de mille luttes parcellaires plus ou moins individuelles sur des aspects particuliers de la vie quotidienne, mais la lutte spécifique, historique de la classe ouvrière. En s'épanouissant jusqu'à ses dernières conséquences, la lutte du prolétariat conduit inévitablement au plus total bouleversement des rapports humains que l'histoire ait jamais connu, mais toute lutte qui, au nom de "rapports humains", se place sur un terrain autre que celui de la lutte de classe ne peut conduire qu'aux impasses de la contre-révolution.

anarchisme et contre-révolution

Pour répondre à l'affirmation que les principales forces du mouvement anarchiste passèrent dans le camp de la contre-révolution en participant aux deux boucheries impérialistes mondiales, et au gouvernement du Front Populaire en 36, ce qui rend impossible de se réclamer de l'anarchisme et la révolution en même temps, la Lanterne Noire écrit : "Il n'est pas possible, semble-t-il, de se définir comme anarchiste alors que Kropotkine prôna l'union sacrée en 1914 et que F. Montseny et Garcia Oliver se retrouvèrent ministres.

Il nous semble que cet argument, qui pose effectivement des problèmes sérieux, s'il doit être retenu, doit entraîner de la part de ceux qui le formulent l'abandon de toute référence à un "isme" quelconque. Il nous semble pourtant que vous n'abandonnez ni la référence au marxisme, ni au communisme (Courant Communiste International). Or, le communisme n'est guère connu pour n'avoir commis aucune erreur, ni ne s'être fourvoyé nulle part.

Nous pensons que l'important est de comprendre pourquoi telle "erreur" ou "crime" (si vous voulez) a pu être commis. Or la réponse ne se trouve vraisemblablement pas dans la doctrine elle-même (aussi stupide soit-elle), mais davantage dans le contexte historique, politique et humain."

La Lanterne Noire semble trouver que la meilleure réponse aux "problèmes sérieux" c'est d'affirmer qu'ils n'existent pas. Effectivement, il ne suffit pas de constater que l'appel à l'Union sacrée entre prolétariat et bourgeoisie, lancé par des anarchistes en 1914-18, en 1936-39 ou en 1939-45, constitua un crime. L'important est de comprendre pourquoi a-t-il été commis. Mais contrairement à ce qu'affirme la Lanterne Noire cela n'est pas indépendant de la doctrine qu'on préconise. Nous ne pouvons développer ici réellement comment et pourquoi l'anarchisme fut condamné dans la décadence capitaliste à servir d'instrument de la contre-révolution. Pour cela, voir la série d'articles que nous commençons dans ce numéro. Nous nous bornerons ici à souligner l'impossibilité de résister à la pression politique et idéologique de la classe dominante lorsque, comme les anarchistes, on ne situe pas nettement sur un terrain intransigeant de classe.

Les guerres inter-impérialistes, les politiques de frontisme avec des fractions de la bourgeoisie ne sont condamnables que du point de vue de la classe ouvrière. Celle-ci constitue en effet LA SEULE partie de la société qui ne possède pas d'intérêts nationaux ou communs avec la bourgeoisie dans quelque domaine que ce soit. Mais, du point de vue des principes "libertaires" abstraits tels "l'anti-autoritarisme" ou "la défense des libertés" quelles qu'elles soient, guerres et frontismes ne sont a priori pas plus néfastes qu'autre chose. Ainsi par exemple la défense de la patrie contre la domination de l'envahisseur étranger peut trouver sa justification dans le principe de la lutte contre l'imposition d'une "autorité" supplémentaire ; la lutte contre le fascisme aux côtés des fractions "anti-fascistes" de la bourgeoisie peut être cohérente avec le principe abstrait de défense des "libertés" en soi. Lorsqu'en 1914 Kropotkine appela à la défense de la patrie russe contre l'invasion du militarisme allemand, quand en juillet 36 la CNT-FAI appela les ouvriers à cesser immédiatement leur grève générale pour lutter aux côtés de la bourgeoisie républicaine espagnole contre les fractions les plus "autoritaires" de la bourgeoisie, lorsqu'au cours de la seconde guerre mondiale les mêmes organisations appelèrent les travailleurs à y participer pour combattre en priorité l'ennemi n°1 des "libertés", le fascisme, ils ne trahissaient pas -contrairement aux courants marxistes qui se prêtèrent au même jeu- les principes fondamentaux de leur doctrine. En faisant passer au deuxième plan -ou en ignorant tout simplement- la lutte "purement économique et politique" de la classe ouvrière au profit de la défense des principes "plus universels" de l'anti-autoritarisme et de la "défense des libertés", les anarchistes n'ont fait que tenter d'être cohérents avec leur doctrine. Ce n'est pas un hasard si les quelques tendances ultra-minoritaires qui opposèrent au sein du mouvement anarchiste une résistance à ces "trahisons" et qui ne se cantonnèrent pas à des "critiques constructives" le firent en tentant de se fonder sur des principes de classe (Malatesta) ou se rallièrent à des courants marxistes (Rosmer et Monate).

théorie révolutionnaire et polémique

La Lanterne Noire nous dit : "DE TOUTES LES MANIÈRES, LES ERREURS ET LES TRAHISONS EXISTENT, MAIS ELLES N'INFLUENT GUÈRE SUR LE COURS DE L'HISTOIRE; IL N'EXISTE AUCUN COURANT DE PENSÉE, AUCUNE DOCTRINE, AUCUNE THEORIE QUI RESISTE A COUP SUR A LA "DEVIATION", AU "REVISIONNISME", A LA "TRAHISON". AUTREMENT DIT, IL N'EXISTE PAS DE LIGNE JUSTE." La théorisation de l'impuissance théorique et de l'irresponsabilité politique à la rescousse du passé contre-révolutionnaire de l'anarchisme! Il est évident qu'il n'y a "aucun courant de pensée, aucune doctrine, aucune

théorie qui résiste à coup sûr à la déviation, à la trahison". Les idées ne trahissent pas. Elles n'ont d'existence réelle que dans la tête des hommes, et les hommes font ce qu'ils peuvent pour maintenir une cohérence entre leur pratique et leur théorie. Les pires crimes contre le prolétariat n'ont-ils pas été commis au nom de la révolution, et cela souvent avec la meilleure bonne foi individuelle possible (voir les stalinismes ou les anarchistes de la CNT). En soi, aucune doctrine, aucune théorie ne peut être par elle seule une garantie d'infailibilité : il n'y a pas d'infailibilité ni d'antidote miraculeux pour résister à la pression permanente de l'idéologie bourgeoise. Mais cela ne veut pas dire "qu'il n'y a pas de ligne juste" ni que les "erreurs, les crimes, n'influent guère sur le cours de l'histoire"! Autant reprendre les fondements de la Bible : "la vérité n'est pas de ce monde" et pourquoi pas "heureux les révolutionnaires pauvres d'esprit" car de toutes façons leurs erreurs n'ont aucune influence sur l'histoire. Les millions de morts sur l'autel des intérêts de la bourgeoisie républicaine espagnole et du bloc impérialiste "antifasciste" des alliés, grâce entre autres aux arguments "libertaires" de la CNT-FAI, ne sont pas des "étrangers" au cours de l'histoire !

"LA QUESTION DE SAVOIR SI LA PENSÉE HUMAINE PEUT ABOUTIR A UNE VÉRITÉ OBJECTIVE N'EST PAS UNE QUESTION THEORIQUE, MAIS UNE QUESTION PRATIQUE. C'EST DANS LA PRATIQUE QUE L'HOMME PROUVE LA VÉRITÉ, C'EST A DIRE LA RÉALITÉ ET LA PUISSANCE DE SA PENSÉE"

(Marx)

La révolution communiste sera un acte conscient, ou ne sera pas. Et cette conscience ne peut trouver ses fondements ailleurs que dans la pratique, l'expérience historique de deux siècles de luttes de la classe ouvrière pour son émancipation révolutionnaire -cette même expérience dont l'appréhension est considérée par la Lanterne Noire comme "l'inverse de son projet". Le marxisme n'est rien d'autre que l'effort d'élaboration du programme de la révolution communiste à partir de cette expérience historique.

Rejetant dès le départ les leçons de la pratique historique de la classe ouvrière comme axe d'orientation, la Lanterne Noire ne peut comprendre qu'il puisse y avoir un travail d'élaboration théorique révolutionnaire capable d'aboutir à des positions justes. Il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'elle ne voit dans l'effort théorique des révolutionnaires pour dégager ces leçons en combattant l'entrave du poids de l'idéologie dominante (que celle-ci s'exprime par la bouche des partis de la "gauche" du capital ou qu'elle apparaisse sous forme d'insuffisances dans des groupes révolutionnaires) qu'un perfide "goût pour la polémique". A quoi bon polémiquer puisqu'il n'y a pas de "ligne juste"? Pourquoi traiter une "erreur" de manifestation de l'idéologie de la classe dominante, puisqu'il ne s'agit pas d'un problème de classes? Pourquoi défendre avec certitude des positions politiques, puisque l'on rejette l'expérience de la classe révolutionnaire sur laquelle elles sont basées sans pour autant définir aucune autre base capable de les fonder?

Tous les révolutionnaires peuvent commettre des erreurs. Cependant, répéter des erreurs du passé, ce n'est plus une erreur mais un crime. En reprenant à son compte les fondements de l'anarchisme, le rejet de l'idée que la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire, la Lanterne Noire se prive de tout moyen cohérent de pouvoir savoir ce qui était ou n'était pas une "erreur" dans le passé du mouvement révolutionnaire, le mouvement ouvrier.

R.V.

NOTES :

(1) La Lanterne Noire se réfère à l'article "Écologie, régionalisme, féminisme : un frein à la lutte de classe" paru dans le n°24 de R.I.

(2) La lutte des ouvriers dans les usines, que la Lanterne Noire voudrait assimiler aux autres luttes parcellaires, a justement ceci de différent qu'elle est la seule lutte qui, en se généralisant, permet le renforcement de la classe révolutionnaire et donc l'ouverture de la perspective communiste.

"SPARTACIST INTERNATIONAL": autre rempart du trotskysme

Percevant, dans le vent qui se lève, l'annonce de la tempête qui soufflera un édifice aux fondations profondément rongées par la pourriture, la bourgeoisie tend et tendra toujours plus, à sécréter à l'extrême-gauche de son appareil politique toute une série d'organes à fonction préventive qui, si dans un premier temps n'ont comme rôle que de stériliser toute possibilité de rupture définitive avec la contre-révolution, peuvent dans un second temps être appelés à prendre la relève d'organisations gauchistes par trop compromises. Tel est le sens de l'existence aujourd'hui de la Tendance Spartacist International, réaction à un processus d'intégration des plus flagrants des appareils classiques du trotskysme au jeu d'un capital vis-à-vis duquel ils pouvaient encore être perçus en marge tant que la gauche suffisait à elle seule à mettre de l'ordre dans la maison.

La Tendance Spartacist International a vu le jour aux Etats-Unis en 1964 à la suite de son exclusion en tant que tendance du Socialist Worker's Party et a rapidement mis bas des progénitures aux quatre coins de l'Europe, toutes exclues en général de la quatrième Internationale, à partir d'une série de points qui ont pour prétention de s'élever à l'investissement d'une mission historique : celle d'être le por-

teur de l'épée purificatrice léguée par Trotsky qui pourfendra le "pablisme", ce "liquidateur du trotskysme et de la quatrième Internationale", et pour cela s'efforcent de développer toute une politique à prétention restauratrice de la pureté originelle et doctrinale qui permettra de reconstituer la quatrième Internationale sur le cadavre du "pablisme".

et Pablo vint...un tournant de plus dans la continuité du trotskysme

C'est ainsi que dans une lettre de démission de la LCR, trois militants de celle-ci rejoignant la "Ligue Trotskyste de France" qui est la section en France de la Tendance Spartacist International, déclarent : "La LCR se situe dans la continuité programmatique du rejet du trotskysme par Pablo-Mendel-Frank-Maitan au début des années 50, qui mena à la destruction de la quatrième Internationale. Cette politique s'exprime à travers une longue histoire de trahisons : le soutien politique aux Tito, Mao, Gomulka, Castro, considérés comme des révolutionnaires authentiques anti-staliniens ; l'entrisme sui generis pendant 15 ans dans les partis staliniens ou sociaux-démocrates pour les pousser à emprunter une voie révolutionnaire... le soutien au FNL algérien et au gouvernement de Ben Bella, présenté comme un "gouvernement ouvrier et paysan"..."

Ainsi pour les orthodoxes du trotskysme, en quelque sorte tout allait bien dans le meilleur des mondes trotskystes... et Pablo vint, tout comme vint Khrouchchev pour les maoïstes. Tous les traités sur la théorie des générations spontanées remi à l'ordre du jour ici par la TSI pour les besoins de la cause, ont l'immense "mérite" de pouvoir présenter un des tournants de la politique trotskyste lors des années 50 comme étant issue d'une lutte des idées où le "pablisme" aurait su-

entrisme et nationalisme: des constantes dans la vie du trotskysme

L'entrisme sui generis mis à l'ordre du jour par Pablo en 1951, que la TSI nous assure constituer la ligne politique massue qui amena la destruction de la 4ème Internationale, est un aboutissement normal d'une part de la politique de défense inconditionnelle de l'URSS, qui pour les épigones de l'Opposition de gauche ne pouvait s'assumer pleinement qu'à l'intérieur des PC à une époque où, selon eux, une troisième guerre mondiale était imminente. Et d'autre part de la politique d'entrisme qui est une constante de l'histoire du trotskysme. Car dès lors que celui-ci se sera engagé profondément dans les brumes de la contre-révolution, concrétisé par son soutien au camp chinois dans le conflit sino-japonais, à l'instar des organisations bourgeoises, la politique d'improvisation au jour le jour, le manoeuvrisme et les tournants spectaculaires feront office de programme.

Ne comprenant pas le sens de l'isolement organisationnel de ses fidèles, dû au cours contre-révolutionnaire des plus profonds où le prolétariat est saigné à blanc, Trotsky, persuadé que l'offensive fasciste a lieu en réaction à un danger prolétarien, alors qu'elle est le produit de la défaite de la classe, inaugure la politique de l'entrisme dans les partis de gauche -fers de lance de la contre-révolution- comme moyen d'assurer la construction du parti révolutionnaire. C'est ainsi qu'en 1934 la Ligue Communiste est invitée à rejoindre la SFIO en ces termes : "Dans les conditions présentes, continuer comme un petit groupe indépendant ne permettrait pas de jouer notre rôle avec l'efficacité que réclame la gravité de la situation. C'est pourquoi nous avons décidé d'entrer tels

bitement surgi pour finalement l'emporter. Ce genre de puissantes explications propres à la métaphysique bourgeoise présente l'avantage de faire passer les effets pour les causes parce que se pencher sur les causes oblige à remonter aux sources du trotskysme pour appréhender la genèse du pablisme.

Les raisons qui amènent la quatrième Internationale à adopter à son troisième congrès les thèses de Pablo, et ainsi à soutenir Tito, Mao, Gomulka, Castro, Ben Bella, sont contenues dans les prémisses du programme trotskyste qui voit dans la nationalisation de l'appareil productif les fondements économiques du socialisme. A partir de cette thèse, le nombre des Etats ouvriers ne peut que croître à profusion à l'époque de la décadence du capitalisme, caractérisée par la tendance universelle au capitalisme d'Etat -tendance touchant plus violemment les pays nouvellement "indépendants" parce qu'héritant d'une économie et d'une bourgeoisie particulièrement faibles qui obligent leurs Etats à prendre la totalité de la vie sociale et économique en main pour tenter de les maintenir à flot. Ainsi, en toute bonne logique trotskyste, le centre de la révolution se trouve déplacé à la périphérie du capital où se mènent des moments de la guerre impérialiste sous le couvert "d'émancipation nationale".

que nous sommes, avec notre programme et nos idées dans le PS, côte à côte avec les travailleurs révolutionnaires, avec la classe ouvrière de France, nous voulons, dans le combat commun contre la bourgeoisie, élaborer avec eux les meilleurs moyens, la meilleure méthode pour se libérer des chaînes du capitalisme...". Et les révolutionnaires de répondre aussitôt : "La quatrième Internationale, avorton mort-né, disparaît dans l'Internationale des traités et des renégats. Les leçons de l'histoire sont terribles. Vouloir à tout prix créer des organisations sur des bases historiques qui ont conduit... à la défaite du prolétariat, vouloir braver la déroute des masses, la crise de la révolution pour fouetter l'histoire de désirs désespérés, c'est tomber dans la boue, aussi grand aigle que l'on puisse être." (Bilan n°10, août 1934).

La voie au renoncement à ses propres principes étant largement consommée au profit de la loi du nombre, cela devait tout naturellement amener en 38 à la tentative de fusion, dépourvue du moindre principe politique, avec le parti ouvrier et paysan de Pivert, ou à la fusion effective, aux USA, des "bolcheviks-léninistes" avec l'organisation crypto-stalinienne et religieuse de l'"American Worker's Party", en passant par les tractations de Trotsky en 1933 auprès de diverses organisations social-démocrates internationales (NAP norvégien, PUP français de Doriot, etc.). Lorsqu'aujourd'hui Mendel se déclare prêt à abandonner toute référence au trotskysme et à la quatrième Internationale pour favoriser une fusion avec le PSU, le fait que la TSI se drape dans sa dignité soit-disant orthodoxe et soit prise de soudaines convulsions ne changeront rien au fait que Mendel

n'est pas un pionnier en matière de renoncement. Il ne fait que se situer dans le droit fil de quarante ans de manoeuvrisme trotskyste. Il est en ce sens un éminent perpétuateur de la continuité historique de ce courant.

Dans la même lettre de rupture, les trois démissionnaires déclarent : "Le secrétariat unifié n'est qu'un bloc sans principe... il existe non pas sur la base d'un accord programmatique, mais par le désir de ses principaux composants de maintenir la fiction qu'ils représentent la quatrième Internationale". Si la quatrième Internationale est formée de partis indépendants d'un centre politique et menant chacun la politique qui lui convient, ce n'est pas parce que celle-ci serait possédée par "l'esprit du malin" Pablo, mais parce qu'en tant qu'organisation passée à la contre-révolution, elle ne fait que se survivre à elle-même en tant qu'ornement de façade. Seule une Internationale ouvrière peut fonctionner de façon programmatique et centralisée à l'image de la classe qui la secrète. Les "Internationales" de la bourgeoisie ne peuvent être que des fédérations de clubs indépendants les uns des autres et menant avant tout la politique de leur capital national. En cela, la quatrième Internationale n'est pas fondamentalement différente de l'Internationale socialiste de Brandt et de Mitterand ou de l'Internationale libérale de Strauss et de Lecanuet.

Durant la seconde boucherie impérialiste, hormis que le trotskysme participera à la défense des impérialismes alliés sous couvert d'internationalisme et de défense de l'URSS, des militants de "La Commune" (I) iront faire de l'entrisme dans les organisations fascistes, d'autres comme le POI écriront une nouvelle tranche de la Madelon : "Le blé que les paysans de France ont fait lever, le lait des vaches qu'ils ont élevées, les machines sans lesquelles nos ouvriers seraient sans travail et sans pain, le matériel de laboratoire qu'a construit le génie de nos savants, toutes ces richesses doivent rester en France..."

Quant aux différents mouvements trotskystes en Amérique latine, il est inutile de s'étendre sur leur principal mot d'ordre de "défense et libération de la Patrie"...

Entre ces politiques nationalistes et celles des organisations composant à l'heure actuelle la quatrième Internationale, il n'y a qu'une continuité qui s'est efforcée de pousser jusqu'au bout l'intégration aux capitaux nationaux respectifs. Cela n'a pu se faire que par une évolution graduelle dans la mesure où un courant d'origine prolétarienne passé dans le camp de la bourgeoisie ne se débarrasse pas de ses origines historiques du jour au lendemain. La participation au gouvernement et à la répression sauvage du soulèvement populaire de 1974 au Ceylan du Lanka Sama Samaya Party ne peut être comprise que comme une des formes achevées de ce processus d'intégration du mouvement trotskyste au capital.

les derniers remparts du trotskysme

En fait, la soi-disant orthodoxie et pabliophilie de la TSI ne sont que des appareils d'autant plus voyants qu'ils n'ont pour fonction que de camoufler le fond du problème à savoir que ce que reproche finalement la TSI aux organisations soeurs "tant exécrées" c'est d'employer une tactique (cette panacée du trotskysme à prétention programmatique) d'encadrement de la classe "trop droitiste" et qui s'avèrera, au fur et à mesure du développement et de la maturation de la conscience de classe, inadéquate au dévoilement de cette dernière. Ce sont là des divergences propres à toutes les formations de la bourgeoisie qui n'arrivent en général à se mettre d'accord sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la classe ouvrière que lorsqu'il s'agit de la massacrer. Sur nombre de points, on retrouve la TSI systématiquement "à gauche" des LCR, LO, OCI, qui se confondent de plus en plus avec l'Union de la Gauche et risquent de ce fait de connaître les plus grandes difficultés à assumer

leur oeuvre mystificatrice dans les moments critiques du capital : "mais les communistes ne doivent pas se contenter de soutenir les revendications (démocratiques) : ils doivent avancer des mots d'ordre d'abolition de la conscription et de l'armée bourgeoise, et la nécessité de son remplacement par des milices ouvrières" (Le Bolchevik, n°1) ou "sans cesser d'attaquer politiquement la direction traître du MPLA, nous reconnaissons que les communistes angolais doivent se préparer à s'engager dans des blocs militaires épisodiques avec le MPLA pour défendre le prolétariat et les pauvres" (Spartacist n°11).

Dans son appel à un soutien "extrêmement critique" à la candidature de Laguille lors des présidentielles de 74, la TSI a mis en place les derniers remparts qui manquaient à la bourgeoisie : Krivine et Laguille étant chargés de ramener dans le giron de la gauche les ouvriers qui pouvaient s'en détacher, la TSI de ramener dans le giron du trotskysme les militants critiques à l'égard de celui-ci.

De fait, avec des groupes comme la TSI et Combat Communiste, ce sont les garde-fous du trotskysme qui se sont mis en place. Pour Combat Communiste, il s'agit de donner de lui l'image d'un trotskysme extrêmement critique, pour la TSI celle d'un trotskysme orthodoxe. Leurs fonctions spécifiques et étroitement liées et complémentaires, consistent à élargir les limites du champ d'encadrement et de mystifications de la classe ouvrière en jouant le même rôle que les indépendants en Allemagne (avec Kautsky et Bernstein) ou les austro-marxistes en Autriche lors de leur rupture avec la deuxième Internationale à savoir constituer un barrage sur le chemin de la conscience révolutionnaire. P.

NOTE

(I) Publication trotskyste en France, avant et pendant la guerre, dirigée par Frank et Molinier.

erratum

Dans le numéro 33 de RI, à la page 5, colonne 1, il fallait lire : "la réémergence du géant prolétarien" et non la "réémergence du géant palestinien".

souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés : 12 numéros du journal et 4 numéros de la "Revue Internationale" :
France 40 F
Etranger 60 F
Hors d'Europe par avion 80 F

Abonnements et versements à
C. Giné GCP La Source 34 195 33

Abonnements
1 an (12 numéros)..... 20 F
6 mois (6 numéros)..... 10 F

Directeur de la publication : C. Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.

UNE EQUIPE CHASSE L'AUTRE ... LA CRISE DEMEURE

deuxième partie

Après avoir analysé, dans une première partie, la situation de l'économie américaine au lendemain des élections, nous montrerons ici comment cette situation s'intègre dans la crise générale du capitalisme et quelles en sont les perspectives aux Etats-Unis.

La tendance vers une étatisation accrue s'exprime aussi dans la détermination de la nouvelle équipe gouvernementale d'instaurer un mécanisme qui constituera l'embryon d'un appareil de planification formel et centralisé - en opposition aux mécanismes informels de consultation entre les différents organismes d'Etat, ou entre l'Etat et le capital "privé", qui ont prévalu depuis la fin du "Fair Deal" de Truman, et qui ont été le mode de fonctionnement de toutes les administrations républicaines successives. L'administration Carter va utiliser le Conseil élargi des conseillers économiques pour contrôler les opérations économiques à un niveau global, qui essaiera de prévoir les goulots d'étranglement économique et les difficultés, au lieu de réagir simplement au coup par coup. On va aussi assurer un rôle beaucoup plus important à l'"Office of Management and Budget" (OMB) qui devra tracer les lignes générales de la politique du capital américain. La constitution d'un appareil central et formel de planification est aussi inévitable que l'approfondissement de la crise mondiale du capitalisme qui impose impérativement cette mesure.

Par ailleurs, l'administration Carter va tendre à imposer un contrôle direct de l'Etat sur les activités des compagnies américaines à l'étranger afin de soumettre et de discipliner les dites sociétés multinationales, travail que l'administration Ford a déjà commencé. Les multinationales ont été de plus en plus subordonnées à la politique établie par l'Etat américain, une politique qui reflète les intérêts du capital américain dans son ensemble et non les intérêts particuliers d'entreprises individuelles. Helmut Sonnenfeldt, le conseiller de Kissinger pour les affaires européennes, a déjà formulé les objectifs que l'Etat va poursuivre dans le commerce international : "Nous devons entreprendre une politique commerciale qui aille au-delà de l'intérêt individuel des compagnies".

La politique d'étatisation du gouvernement de Carter apparaît aussi dans le changement qu'il cherche à imposer par rapport au commerce international de matières premières d'importance stratégique : que les échanges ne se passent plus entre compagnies individuelles ou entre compagnies et gouvernements producteurs, mais s'orientent vers des échanges bilatéraux établis entre le gouvernement américain et les nations exportatrices de matières premières.

Dans l'effort pour tenter d'élargir les marchés sursaturés des pays semi-coloniaux, la nouvelle administration va utiliser les institutions financières étatiques ou semi-étatiques - telles que la Banque Mondiale et la Ban-

que Export-Import - pour convertir la dette commerciale massive à court terme, du système bancaire "privé" en une dette à plus long terme avec les institutions de l'Etat.

Cette politique n'est pas un cautionnement des grandes banques privées, mais un effort concerté par l'Etat - seule institution capable de l'entreprendre - pour essayer de contrebalancer la saturation du marché et essayer ainsi de gagner du temps pour le capital américain.

Les conseillers économiques de Carter veulent aussi que les institutions étatiques et semi-étatiques lient les futurs prêts à des "projets productifs" dans les Etats arriérés, afin d'étendre ainsi le contrôle direct de l'Etat américain sur les économies de ses semi-colonies.

L'inexorable tendance vers le totalitarisme d'Etat trouve aussi une expression concrète dans la nouvelle administration de Carter, un gouvernement qui exprime un renouveau du mouvement vers l'établissement d'un Etat à parti unique de facto, comme avait déjà commencé à le faire le New Deal de Roosevelt en 1933. Pour les "marxistes" qui opposent traditionnellement le régime totalitaire des années 30 et les démocrates, cela vaut la peine de faire remarquer que, sous les formes démocratiques qui existent aux USA et en Grande-Bretagne - que la force et le pouvoir relatifs au capital anglo-saxon ont rendu possible - il a existé un Etat à parti unique de facto, aux USA de 1933 à 1953, sous le New Deal et le Fair Deal, tandis qu'en Grande-Bretagne il y a eu un Etat à parti unique effectif, d'abord lors du gouvernement national de 1931 à 1939, puis, avec la coalition pendant la guerre, de 1939 à 1945. Seule la reconstruction du capitalisme d'après-guerre a semblé arrêter cette tendance dominante de l'évolution du capitalisme - une tendance qui se réaffirme aujourd'hui sous l'impact de la crise actuelle de surproduction. Le parti démocrate contrôle maintenant la Maison Blanche et l'appareil exécutif de l'Etat, en même temps que les deux Chambres du Congrès (y compris des majorités très larges dans tous les comités du Congrès qui sont en train de devenir des appendices de la branche exécutive). En outre, les démocrates contrôlent aussi 38 des 50 gouverneurs et 36 des 50 Assemblées législatives (les exceptions se limitant pratiquement aux Etats à prédominance rurale) aussi bien que pratiquement toutes les administrations des grandes villes. Quand on ajoute à cela le lien étroit qui unit les syndicats au parti démocrate, et la perspective que Jimmy Carter tiendra sa promesse de subordonner le "Federal Reserve Board", jusqu'à présent autonome, à la volonté présidentielle, c'est-à-dire, à l'appareil exécutif de l'Etat, il apparaît clairement que les bases jetées pour un parti unique d'Etat se sont élargies aux U.S.A.

L'approfondissement incessant de la crise mondiale et la nécessité qu'a la

bourgeoisie d'attaquer de plus en plus fortement la classe ouvrière, impose de nouvelles mesures dans la politique économique du capital américain pour un proche avenir, la nouvelle équipe gouvernementale fera peu de changements en ce qui concerne l'orientation de la politique étrangère américaine.

Alors que les convulsions du capital mondial exacerbent les antagonismes inter-impérialistes, la ré-orientation de la politique étrangère américaine, déjà accomplie ces derniers cinq ans, a beaucoup renforcé les USA par rapport à son rival russe, et, pour le moment, elle constitue un cadre adéquat pour la défense du statu quo impérialiste.

Le désengagement de la guerre du Vietnam, l'alliance sino-américaine, la "Pax Americana" qu'on est sur le point d'imposer au Moyen-Orient, la réorientation de la politique américaine en Afrique du Sud qui est en train de se faire actuellement, la riposte américaine aux initiatives russes au Portugal, ce sont là autant de défaites pour l'impérialisme russe.

Alors que Jimmy Carter attaquait librement la politique de "détente" de Kissinger pendant la campagne électorale, on avait à peine compté les votes que le Président élu a affirmé son accord de base avec la politique étrangère articulée et personifiée par le Département d'Etat de Kissinger : une politique étrangère où les USA - en tant que capital national le plus fort - peut encore mettre l'accent sur l'utilisation d'armes économiques, tandis que la Russie, à cause de sa faiblesse économique, doit s'appuyer sur des armes militaires ; une politique étrangère qui cherche résolument à mettre en échec les initiatives russes sans se lancer dans une confrontation militaire et courir le risque d'une nouvelle guerre importante. Les conseillers du nouveau Président - Cyrus Vance, George Ball, Zbigniew Brzezinski, Averell Harriman - vont pas faire pression maintenant pour qu'il y ait des changements dans la politique étrangère américaine. Pour le moment, les fractions de la bourgeoisie qui veulent une politique plus ouvertement belliqueuse envers la Russie, et dont les propositions quant à la politique étrangère à mener ont été exprimées par l'ex-secrétaire à la Défense, James Schlesinger, devront attendre... mais leur heure viendra.

L'ironie du sort fait que ce sera le succès de la politique de Kissinger qui rendra la bourgeoisie américaine plus "faucou" dans le futur. Mais un tel changement de la politique étrangère américaine suivra - mais non précéder - des changements poussés de l'orientation de la politique étrangère russe. Les succès de la politique de "détente" de Kissinger ne sont que l'envers de médaille de la faillite de la politique de Brejnev ; étant donné les défaites de la politique de détente de Brejnev et la fragilité économique de la Russie face à la crise mondiale, il est peu probable que cette politique survive à son créateur. Ce qui est à l'ordre du jour pour l'impé-

rialisme russe, c'est l'abandon des politiques autarciques de Staline, accompagné d'une confrontation militaire avec les USA sur des points stratégiques du globe - politique favorisée par les principaux cercles d'officiers du corps russe. Et c'est ce changement de la politique russe et le besoin de réagir face à lui qui fera pencher la balance, au sein de la bourgeoisie américaine, vers la politique défendue par Schlesinger et les "faucous".

oOo

Se conformant à une nécessité qu'elle ne peut pas comprendre, la bourgeoisie américaine est en train d'orienter sa politique vers une étatisation et un totalitarisme accrus, avant même que Jimmy Carter n'ait prêté serment. La classe ouvrière, elle aussi, est mue par la nécessité... pour défendre son niveau de vie, pour se révolter contre les attaques croissantes du capitalisme. Cependant, le prolétariat, à l'inverse de la bourgeoisie, acquiert une conscience historique, une compréhension scientifique des lois qui régissent le capitalisme, à travers ses luttes. Et, armée de cette conscience, la classe ouvrière va transformer sa lutte contre les effets de la crise en une lutte pour déraciner et détruire ses causes : le mode de production capitaliste pourrissant et son incarnation : l'Etat léviathan.

Mac Intosh

(traduit d'Internationalism)

EGYPTE

(suite de la p. 1)

Néanmoins, le mouvement de janvier fut un signe des convulsions révolutionnaires qui attendent la bourgeoisie au Moyen-Orient. La situation des ouvriers y est une caricature de ce qu'elle est partout. La bourgeoisie, contrainte de maintenir un gigantesque secteur improductif et un appareil militaire pour affronter la concurrence sur un marché mondial de plus en plus étroit, n'a d'autre choix que de réduire le niveau de vie des ouvriers vers un abîme de pauvreté et de misère. L'alternative GUERRE OU REVOLUTION n'est nulle part aussi concrète qu'au Moyen Orient. Et ce n'est pas par hasard si les ouvriers des "deux camps" en conflit ont réagi quasi-simultanément. Les grèves en Egypte de 75 avaient été précédées des mouvements de protestation contre les hausses de prix en Israël. En novembre 76, Israël fut paralysé par une vague de grèves dans le secteur public, l'aviation et les docks. Bien qu'il n'y ait pas d'unité consciente entre ouvriers en Israël et ouvriers en Egypte, leur lutte montre la seule réponse que le prolétariat mondial peut faire contre un système qui ne peut offrir qu'une paupérisation croissante et la guerre : la généralisation de la lutte de classe dans tous les pays, la destruction de la bourgeoisie et de son pouvoir d'Etat, l'instauration du communisme à l'échelle mondiale.

C.D.Ward

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales - et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un con-

trôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

